



SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEN DE L'ENVIRONNEMENT

Vingt-deuxième Conférence du PROE

Apia (Samoa)

13 – 15 septembre 2011



BUDGET PROGRAMME POUR 2012

Budget programme pour 2012

Introduction

Le budget programme a été préparé conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en dollars É.-U. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 14 317 591 dollars É.-U.

Un nouveau format a été élaboré pour le budget programme de 2012 en l'alignant sur les priorités du nouveau Plan stratégique 2011-2015 adopté par les Membres à la Conférence du PROE qui s'est tenue à Madang (Papouasie-Nouvelle-Guinée) en 2010. Il conserve toutefois le format utilisé par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, qui établit un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Format du budget programme

Le budget est structuré autour des quatre nouveaux programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance et gouvernance environnementales) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le Tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées.

Le Tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2012 s'élèvent à 3,02 millions de dollars, soit 15,5 % de plus qu'en 2011. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (2,2 M\$), appui aux

programmes (730 020 \$), Changement climatique (16 350 \$), Biodiversité et gestion écosystémique (19 310 \$), Gestion des déchets et lutte contre la pollution (11 910 \$) et Surveillance et gouvernance environnementales (15 780 \$).

Le Tableau 3 présente les dépenses du budget de base par type. Les frais de personnel devraient augmenter de 4,02 % par rapport à 2011. Cette augmentation tient compte du rajustement des traitements prévu pour 2011 (données annuelles du marché) et de la nouvelle échelle de rémunération approuvée par les dirigeants du CORP dans le cadre du processus d'harmonisation de la rémunération mené en 2010. Elle couvre également un nouveau système comptable et un système d'information sur les ressources humaines qui répondront aux priorités financières des programmes et amélioreront l'appui aux programmes ainsi que les services fournis aux Membres.

Le Tableau 4 résume le budget du programme de travail, dont les dépenses s'élèvent à 11,29 millions de dollars soit 2,36 millions de plus qu'en 2011. Ce montant comprend les produits reportés de l'exercice 2011 ainsi que de nouveaux financements.

Le Tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail par type de dépense.

La présentation du budget programme de 2012 commence par une brève introduction de la nouvelle priorité stratégique qui définit son but. Elle aborde ensuite les objectifs, résultats, indicateurs de performance et activités prévus pour 2012. Elle établit également un lien avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Les prévisions budgétaires pour chaque résultat du Plan stratégique sont ventilées en trois catégories : frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Lorsqu'un financement est « À identifier », son inclusion repose sur l'existence d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité d'obtenir ce financement en 2012 soit au moins égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2012, 2,66 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

Budget programme pour 2012

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Dépenses

Les dépenses proposées pour 2012 s'élèvent à 14 317 591 dollars, soit 2 767 539 dollars ou 23,9 % de plus que le budget approuvé pour 2011 (11 550 052 dollars).

Cette augmentation est essentiellement liée à plusieurs projets du FEM, qui comprennent les projets sur le changement climatique financés par le FEM, le Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP) et le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC), le projet Prévention, contrôle et gestion des espèces allogènes envahissantes dans les îles du Pacifique (GEF-PAS), et le projet sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) financé par la CE et le PNUÉ.

L'augmentation des dépenses entraînera la hausse des financements accordés aux Membres, soit par le biais de subventions directes, soit dans le cadre d'une assistance financière visant des activités ou formations convenues dans les pays. Cette tendance à la hausse est susceptible de se poursuivre compte tenu des projets en cours et des projets en préparation devant être mis en œuvre en 2012.

Recettes

Comme les années précédentes, le budget de 2012 dépend essentiellement de l'aide financière des donateurs. Les fonds totaux disponibles pour l'année 2012 s'élèvent à 14 317 591 dollars É.-U. répartis comme suit : a) 3 022 564 dollars de recettes de base et de reports des années précédentes ; et b) 11 295 027 dollars de financement de projets et de programmes provenant des partenaires de développement et des donateurs. La majeure partie (79,6 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 7,2 % pour les contributions des Membres (arriérés compris) et 13,2 % pour les sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 935 572 dollars et ne représentent que 6,53 % des recettes totales pour 2012. Alors que les Membres examinent le Plan stratégique 2011-2015, le Secrétariat estime que le moment est venu d'évaluer la situation et d'envisager d'augmenter leur participation au fonctionnement de base de l'organisation en relevant leurs contributions, comme le recommandait l'Évaluation indépendante de l'organisation réalisée en 2008.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2012, 950 254 dollars de frais de gestion de programmes, contre 827 392 dollars en 2011. Cette hausse est due à l'augmentation des financements de projets en cours ou à venir assurés par les donateurs à compter de janvier 2012. Il est important de noter que les frais de gestion de programmes ne sont pas applicables en cas de financement direct des Membres, comme c'est le cas pour la majorité des financements reçus des projets FEM-PNUD.

Documents présentés au titre du budget programme pour 2012

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (Tableau 1)
 - B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (Tableau 2)
Financement du budget de base moins dépenses par type (Tableau 3)
 - C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (Tableau 4)
 - D. Financement du programme de travail moins dépenses par type (Tableau 5)
 - E. Composition des financements
 - F. Barème et allocation des contributions pour 2012
 - G. Présentation détaillée du programme de travail et du budget
 - H. Analyse budgétaire détaillée par résultat
 - I. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services administratifs
- Annexes – Diagramme 1 – Dotation budgétaire pour 2011 par division
Diagramme 2 – Dotation budgétaire pour 2012 par division
Diagramme 3 – Évolution du budget entre 2002 et 2012

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES DU PROE - 2012 (montants en dollars É.-U.)									
	Budget approuvé pour 2011			Budget révisé pour 2011			Budget pour 2012		
	Budget de base	Programmes	Total	Budget de base	Programmes	Total	Budget de base	Programmes	Total
RECETTES	2,615,715	8,934,337	11,550,052	2,615,715	8,934,337	11,550,052	3,022,564	11,295,027	14,317,591
DÉPENSES									
DIRECTION GENERALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS									
Haute direction	839,870	-	839,870	839,870		839,870	719,210	29,148	748,358
Services généraux	1,041,537	-	1,041,537	1,041,537		1,041,537	1,424,819		1,424,819
Information et communications	653,205		653,205	653,205		653,205	815,184		815,184
Direction générale et services administratifs	2,534,612	-	2,534,612	2,534,612	-	2,534,612	2,959,213	29,148	2,988,361
PROGRAMMES									
Changement climatique	14,792	4,473,886	4,488,678	14,792	4,473,886	4,488,678	16,350	6,169,164	6,185,514
Diversité biologique et gestion écosystémique	25,953	2,754,697	2,780,650	25,953	2,754,697	2,780,650	19,310	3,416,191	3,435,501
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	15,398	862,584	877,982	15,398	862,584	877,982	11,910	804,629	816,539
Surveillance et gouvernance environnementales	24,960	843,170	868,130	24,960	843,170	868,130	15,781	875,895	891,676
Total programmes	81,103	8,934,337	9,015,440	81,103	8,934,337	9,015,440	63,351	11,265,879	11,329,230
TOTAL GENERAL	2,615,715	8,934,337	11,550,052	2,615,715	8,934,337	11,550,052	3,022,564	11,295,027	14,317,591
Excédent/(Déficit) net	-			0	0	0	0	0	0

Tableau 1: État récapitulatif des dépenses et des recettes 2012

BUDGET DE BASE (montants en dollars É.-U.)				
	Budget approuvé 2011	Budget révisé 2011	Budget 2012	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	-
Arriérés de contribution	100,000	100,000	100,000	
Intérêts	250,000	250,000	225,000	- 0.10
Divers	300,000	300,000	300,000	
Services de gestion des programmes	827,391	827,391	950,254	14.84
Financement par les bailleurs	40,000	40,000	101,704	154.26
<i>Plus reports:</i>				
Excédents des exercices précédents	162,751	162,751	410,034	151.93
RECETTES ET REPORTS	2,615,714	2,615,714	3,022,564	13.54
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	2,534,611	2,534,611	2,959,214	16.75
Changement climatique	50,913	50,913	16,350	-67.8
Diversité biologique et gestion écosystémique	30,190	30,190	19,310	-36.0
Gestion des déchets et lutte contre la pollution			11,910	
Surveillance et gouvernance environnementales			15,780	
DÉPENSES TOTALES	2,615,714	2,615,714	3,022,564	13.54
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 2 Financement du budget de base moins dépenses par programme

	Budget approuvé 2011	Budget révisé 2011	Budget 2011	% Évolution
RECETTES ET REPORTS				
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	-
Arriérés de contribution	100,000	100,000	100,000	
Intérêts	250,000	250,000	225,000	- 0.10
Divers	300,000	300,000	300,000	
Services de gestion des programmes	827,391	827,391	950,254	14.84
Financement par les bailleurs	40,000	40,000	101,704	154.26
<i>Plus reports:</i>				
Excédents des exercices précédents	162,751	162,751	410,034	151.93
RECETTES ET REPORTS	2,615,714	2,615,714	3,022,564	13.54
DÉPENSES				
Personnel	1,736,104	1,736,104	1,805,904	4.02
Dépenses en capital	47,500	47,500	241,100	407.50
Consultant	40,000	40,000	34,000	-1.50
Déplacements officiels	99,500	99,500	102,500	3.01
Frais généraux et fonctionnement	532,610	532,610	576,060	8.15
Amélioration des résultats du personnel	-	-	50,000	
Manifestations spéciales (dont Conférence du PROE)	160,000	160,000	213,000	33.10
Formation (y compris ateliers et réunions)	-	-	-	
DÉPENSES TOTALES	2,615,714	2,615,714	3,022,564	13.54
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 3: Financement du budget de base moins dépenses par type

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2011	Révisé Budget 2011	Budget 2012
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,091,462	1,091,462	1,204,158
France	176,431	176,431	-
NZAID	957,824	957,824	985,435
Financement direct			
AusAID	587,956	587,956	246,791
Aus tripartite	151,410	151,410	67,765
Secrétariat du Commonwealth			94,500
Conservation International	214,223	214,223	135,175
Inst. météo. finlandais	139,000	139,000	78,100
AFD	120,000	120,000	299,790
OMI	95,250	95,250	56,650
Japon	170,000	170,000	123,300
Fondation MacArthur	45,000	45,000	-
NZXXB	-	-	53,265
NOAA	163,780	163,780	465,370
République populaire de Chine	80,000	80,000	48,295
Convention de Ramsar	91,209	91,209	203,527
Suisse	72,000	72,000	-
Taiwan-République de Chine	28,000	28,000	33,350
TNC	75,150	75,150	16,015
FEM-PNUD	2,872,652	2,872,652	4,671,559
PNUE	1,185,562	1,185,562	1,783,143
WPFMC	70,246	70,246	-
Autres donateurs	107,880	107,880	348,533
À identifier	439,302	439,302	380,306
		-	
Recettes totales	8,934,337	8,934,337	11,295,027
DÉPENSES			
Changement climatique	4,473,886	4,473,886	6,169,164
Diversité biologique et gestion écosystémique	2,754,697	2,754,697	3,416,191
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	862,584	862,584	804,629
Surveillance et gouvernance environnementales	843,170	843,170	875,895
Direction générale et services administratifs	-	-	29,148
Dépenses totales	8,934,337	8,934,337	11,295,027
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 4 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2011	Révisé Budget 2011	Budget 2012
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,091,462	1,091,462	1,204,158
France	176,431	176,431	-
NZAID	957,824	957,824	985,435
Financement direct			
AusAID ICCAI	587,956	587,956	246,791
Aus/Tripartite	151,410	151,410	67,765
Secrétariat du Commonwealth			94,500
Conservation International	214,223	214,223	135,175
Inst. météo. finlandais	139,000	139,000	78,100
AFD	120,000	120,000	299,790
OMI	95,250	95,250	56,650
Japon	170,000	170,000	123,300
MacArthur	45,000	45,000	-
NZXXB	-	-	53,265
NOAA	163,780	163,780	465,370
République populaire de Chine	80,000	80,000	48,295
Convention de Ramsar	91,209	91,209	203,527
Suisse	72,000	72,000	-
Taiwan-République de Chine	28,000	28,000	33,350
TNC	75,150	75,150	16,015
FEM-PNUD	2,872,652	2,872,652	4,671,559
PNUE	1,185,562	1,185,562	1,783,143
WPFMC	70,246	70,246	-
Autres donateurs	107,880	107,880	348,533
À identifier	439,302	439,302	380,306
Recettes totales	8,934,337	8,934,337	11,295,027
DÉPENSES PAR TYPE			
Personnel	2,870,505	2,870,505	2,859,301
Consultant	1,281,167	1,281,167	634,000
Frais généraux et fonctionnement	718,171	718,171	839,683
Capital (équipements inclus)	114,000	114,000	46,150
Déplacements officiels	912,250	912,250	1,133,660
Formation (y compris ateliers et réunions)	1,658,024	1,658,024	2,874,681
Subventions	1,380,220	1,380,220	2,907,552
Dépenses totales	8,934,337	8,934,337	11,295,027
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 5 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par type de dépense

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2012

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET

I) Budget de base			1,035,572
- Contributions actuelles des membres	6.53%	935,572	
- Arriérés de contribution	0.70%	100,000	
- Contributions supplémentaires/volontaires	0.00%	-	
II) Autres recettes			935,034
- Intérêts	1.57%	225,000	
- Excédents des exercices précédents	2.86%	410,034	
- Autres recettes	2.10%	300,000	
III) Services de gestion des programmes			950,254
- Services de gestion des programmes	6.64%	950,254	
IV) Financement externe			
A). Financement bilatéral			3,445,874
Australie			
- AusAID - Extra-budgétaire	8.41%	1,204,158	
- AusAID - Extra extra-budgétaire	2.20%	314,556	
France			
- Gouvernement français	2.09%	299,790	
Japon	0.86%	123,300	
Nouvelle-Zélande			
- NZAID - Extra-budgétaire	6.88%	985,435	
- NZAID - Extra extra-budgétaire	0.37%	53,265	
É.-U.			
- Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère	3.25%	465,370	
- Western Pacific Regional Fishery Management Council	0.00%	-	
B). Financement multilatéral			7,222,019
- Conservation International	0.94%	135,175	
- Secrétariat du Commonwealth	0.66%	94,500	
- Inst. météo. finlandais	0.55%	78,100	
- Fonds pour l'environnement mondial - PNUD	32.63%	4,671,559	
- Organisation maritime internationale	0.40%	56,650	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	1.42%	203,527	
- République populaire de Chine	1.05%	150,000	
- Taiwan-République de Chine	0.23%	33,350	
- The Nature Conservancy	0.11%	16,015	
- CE/Programme des Nations Unies pour l'environnement	11.38%	1,629,780	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement	1.07%	153,363	
C). Autres			348,533
- Donateurs divers	2.43%	348,533	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIES			\$13,937,286
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	2.66%		\$380,306
TOTAL PREVISIONS BUDGETAIRES	100.00%		\$14,317,592

**BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS
DES MEMBRES POUR L'EXERCICE 2012**

	<i>Barème approuvé du PROE</i>	<i>Quotes-parts actuelles</i>
	%	\$
Samoa américaines	1.089%	10,184
Australie	19.785%	185,106
Îles Cook	1.089%	10,184
États fédérés de Micronésie	1.089%	10,184
Fidji	2.176%	20,360
France	14.344%	134,202
Polynésie française	2.176%	20,360
Guam	2.176%	20,360
Kiribati	1.089%	10,184
Îles Marshall	1.089%	10,184
Nauru	1.089%	10,184
Nouvelle-Calédonie	2.176%	20,360
Nouvelle-Zélande	14.344%	134,202
Nioué	1.089%	10,184
Mariannes du Nord	1.089%	10,184
Palaos	1.089%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.176%	20,360
Samoa	2.176%	20,360
Îles Salomon	2.176%	20,360
Tokélaou	1.089%	10,184
Tonga	1.089%	10,184
Tuvalu	1.089%	10,184
États-Unis d'Amérique	19.965%	186,787
Vanuatu	2.176%	20,360
Wallis et Futuna	1.089%	10,184
Total	100.000%	935,572

PRIORITÉ 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE

Objectif : D'ici 2015, tous les pays et territoires insulaires océaniques auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone

Contexte stratégique

Le nouveau Plan stratégique 2011-2015 du PROE définit les stratégies, objectifs, résultats et indicateurs de performance qui établissent les rôles et responsabilités du Secrétariat pour les cinq années à venir. Ces objectifs, résultats et indicateurs de performance ont été définis à partir des priorités des Membres et partenaires dans quatre domaines stratégiques, dont le changement climatique. Le changement climatique est la menace la plus sérieuse pesant sur le développement durable des pays et territoires insulaires océaniques et le Secrétariat a été chargé par les Membres de les aider à faire face aux risques et effets associés à ce phénomène.

En 2012, ce programme se concentrera sur les activités nationales d'adaptation sur le terrain, afin d'accroître les activités nationales et les prélèvements de fonds dans le cadre de la mise en œuvre du Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC) et du Projet océanique de réduction des gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP) ; l'intégration du changement climatique dans les secteurs du développement et les processus de planification budgétaire ; l'intégration du changement climatique, de la réduction et de la gestion des risques de catastrophes aux niveaux des politiques et des activités ; le renforcement des données et informations disponibles grâce à la gestion du savoir et de l'information et l'information à l'appui du processus décisionnel et l'appui à l'acquisition de données météorologiques climatologiques de référence en apportant une assistance aux services météorologiques nationaux (SMN) et aux utilisateurs finaux dans divers secteurs tels que le tourisme, l'agriculture, l'infrastructure, etc.

Le cadre révisé du PIFACC fera également l'objet d'activités de suivi et d'évaluation en 2012. Les enseignements tirés du PIFACC seront utilisés pour la planification d'une réunion conjointe de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR) et de la plate-forme sur la gestion des risques de catastrophes, devant se tenir en 2013, ainsi que pour la mise en place d'un cadre intégré sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes, qui remplacera en 2016 le PIFACC et le cadre d'action sur la gestion des risques de catastrophes.

Les programmes d'éducation et de communication restent d'importants moteurs du changement aux niveaux politique et communautaire et peuvent promouvoir l'intégration du changement climatique dans les activités quotidiennes, y compris les politiques stratégiques communautaires et nationales.

Des partenariats actifs et une coordination efficace sont impératifs pour atteindre les résultats prévus pour 2012. Les partenaires comprennent les Membres, les donateurs, le secteur privé, les ONG et la société civile. Le programme Changement climatique continuera de coopérer avec ces partenaires en leur fournissant des informations et des rapports.

La première réunion du Conseil météorologique du Pacifique s'est tenue en août 2011 et l'année 2012 sera consacrée à l'élaboration de son plan stratégique et à la mobilisation de ressources permettant sa mise en œuvre dans le cadre du Partenariat pour le Bureau météorologique océanique (PMDP).

Le Secrétariat continuera également d'apporter une assistance aux pays insulaires océaniques dans le cadre de divers processus de la CCNUCC et des mécanismes de coordination régionaux tels que la Table ronde des îles du Pacifique sur le changement climatique, le Sous-comité du CORP sur le changement climatique, la Réunion des partenaires de développement sur le changement climatique, le Plan pour le Pacifique et les processus régionaux.

Les agents suivants contribueront à l'obtention des résultats relevant de ce domaine stratégique :

Netatua PELESIKOTI	Directeur du programme sur le changement climatique
Joyce TULUA	Secrétaire et assistante de la division
Espen RONNENBERG	Conseiller en changement climatique
Makelesi GONALEVU	Spécialiste de la gestion des connaissances
Dean SOLOFA	Responsable du programme océanique du Système mondial d'observation du climat
À pourvoir	Conseiller en météorologie/climatologie
Silia K. UALESI	Responsable du Projet PIGGAREP
Nixon KUA	Responsable de l'atténuation du changement climatique
Diane McFadzien	Spécialiste de l'adaptation au changement climatique
Taito NAKALEVU	Responsable du projet PACC
Peniamina LEAVAI	Administrateur du PACC
Setaita TAVANABOLA	Stagiaire chargé de la communication du PACC
Aaron BUNCLE	Spécialiste en économie des ressources naturelles
Philip WILES	Coordinateur du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique
Non financé	Modélisation des risques liés au changement climatique

Priorité 1 – Changement climatique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
CC1 : Mise en œuvre de mesures d'adaptation						
CC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophes						
C1.1.1 L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.	1.1.1.1 Au moins 10 Membres insulaires ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre	• Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique à leurs stratégies nationales de développement	1. Au moins trois pays reçoivent, à la demande, un appui en vue de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'action sur le changement climatique 2. Appui fourni à au moins trois pays ou territoires insulaires océaniques en vue de l'intégration du changement climatique dans les SNDD, la planification du développement et les crédits budgétaires y compris les politiques sectorielles 3. Appui fourni en vue de la diffusion, de la promotion et de l'adoption de politiques nationales, y compris l'accès aux politiques et rapports par le biais du Portail océanien sur le changement climatique	Sous-total – 386 986		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				123 356	257 130	6 500
				Source de financement		
				AUXB 48 497 FEM – PNUD 332 017 PNUD 5 000 Soutien au prog. 1 472		
	1.1.1.2 D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant à ce projet	• Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives	1. Mise en œuvre de projets pilotes dans les secteurs associés au littoral, à la sécurité et la production alimentaires et à l'eau dans au moins 7 pays ou territoires insulaires océaniques 2. Publication des directives socioéconomiques sur l'intégration du PACC 3. Au moins un atelier interrégional sur les enseignements tirés en matière d'adaptation au changement climatique et de prévention des risques de catastrophes naturelles 4. Publication d'études de cas reposant sur les expériences et enseignements tirés de la mise en œuvre du PACC dans les pays 5. Organisation d'un atelier d'écriture sur l'adaptation 6. Analyse coûts-avantages sur l'adaptation et l'atténuation	Sous-total – 2 396 686		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				118 851	2 267 835	10 000
				Source de financement		
				AUXB 39 154 FEM – PNUD 2 347 532 PNUD 10 000		
		• Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs	1. Formation sectorielle sur la vulnérabilité et l'adaptation			

Priorité 1 – Changement climatique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
CC1.2 – Stratégie : Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
C1.1.2 Initiatives et activités régionales sur le changement climatique bien coordonnées, cohérentes et menées en partenariat	1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	• Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation	1. Appui à la PCCR et ses travaux, pour permettre une meilleure coordination régionale de l'adaptation 2. Élaboration d'une grille sur les travaux d'adaptation menés dans la région 3. Appui fourni à au moins 4 pays pour renforcer la coordination nationale par le biais du PACC 4. Formation dispensée aux équipes nationales chargées du PACC dans au moins 5 pays 5. Participation à Partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC) 6. Appui fourni au sous-comité du CORP sur le changement climatique 7. Rapports sur les activités régionales sur le changement climatique, dont le suivi et l'évaluation du PIFACC, le Plan pour le Pacifique et les autres rapports requis par l'ONU (GEO, PECCO, RIO + 20, AME, etc.)	Sous-total – 457 103		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
		83 043	373 061	1 000		
					Source de financement	
			AUXB FEM – PNUD PNUD Soutien au prog.	30 805 423 827 1 000 1 472		
C1.1.3 Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres	1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre	• Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport au niveau de 2010	2. Approbation finale reçue par le PROE d'une institution multilatérale de mise en œuvre du Fonds pour l'adaptation 3. Approbation du PROE en tant qu'agence d'exécution du FEM 4. Au moins deux pays reçoivent une assistance pour mettre en œuvre des projets du Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto 5. Assistance fournie aux pays en vue de l'accréditation par le Fonds d'adaptation d'institutions nationales de mise en œuvre	Sous-total – 43 933		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
		28 533	15 400	0		
					Source de financement	
			AUXB Soutien au prog.	42 461 1 472		
		• Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010	1. Voir 1.1.1.2.2 et 1.2.2.1.1 2. Projets régionaux d'adaptation coordonnés par d'autres organisations partenaires du PROE : CPS-GIZ, CPS-UE, PIF-UE, PCCSP, PASAP, etc.			

Priorité 1 – Changement climatique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
CC2 : Amélioration de la capacité, des connaissances et de la compréhension du changement climatique et de la réduction des risques						
CC2.1 – Stratégie : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée, d'observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes						
C1.2.1a Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes	1.2.1.1 D'ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes lors de la prise de décisions et de l'élaboration de politiques opportunes	• Nombre de Membres tenant compte des connaissances sur le changement climatique et des informations sur la gestion des risques de catastrophes aux fins de l'élaboration de politiques	1. Mise en place de modalités de travail pour l'étude économique régionale sur le changement climatique 2. Organisation de débats en ligne pour le groupe de travail sur l'adaptation de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR) 3. Activités sur les tâches du groupe de travail de la PCCR convenues avec la participation des pays et partenaires	Sous-total – 25 020		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				20 840	4 180	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien au prog.		23 548 1 472
C1.2.1b Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées chez les Membres grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles	1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs	• État d'avancement du portail sur le changement climatique	1. Mise en œuvre du programme de travail élaboré pour le Portail océanien sur le changement climatique 2. Formulation de partenariats de gestion des connaissances sur le changement climatique et collaboration avec des organisations du CORP par le biais de consultations et de réunions 3. Assistance à la mise en place du comité de gouvernance du Portail océanien sur le changement climatique	Sous-total – 236 969		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				111 610	122 359	3 000
				Source de financement		
				AUXB AUXXB NZXB Soutien au prog. À identifier		27 615 187 001 10 297 1 308 10 748
		• Nombre de programmes de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique	1. Participation aux programmes du PROE de sensibilisation des médias pour promouvoir le Portail océanien sur le changement climatique			

Priorité 1 – Changement climatique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
C1.2.1c Prestation de services météorologiques régionaux adéquats afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité	1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux	• Proportion des recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre	1. Rapports du Conseiller en météorologie et climatologie fournis à la Conférence du PROE, aux dirigeants du Forum du Pacifique, au groupe de gestion du Conseil régional V de l'OMM, et au Conseil météorologique du Pacifique (PMC) sur les résultats du PDP 2. Préparation par le PDP d'un plan de travail annuel approuvé par le PMC au premier trimestre 2012 3. PDP exécutant des activités dans au moins 10 pays insulaires océaniques d'ici le deuxième trimestre 2012 4. Mise en œuvre de la Phase II du projet PROE-Finlande entamé au 2 ^e trimestre et lancement d'au moins 3 activités découlant des conclusions de l'examen	Sous-total – 531 743		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				90 243	441 000	500
				Source de financement		
				AUXB NOAA ComSec À identifier	34 108 390 570 70 876 36 190	
	1.2.1.4 D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles	• Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles	1. Activités du PI-GCOS et du PI-GOOS mises en œuvre dans au moins 8 pays insulaires océaniques avec au moins un atelier régional conjoint sur les services de données océanographies et climatologiques organisé à Nadi (Fidji) d'ici le 2 ^e trimestre 2012 2. Organisation par le PI-GOOS et le PI-GCOS d'une réunion de leurs comités consultatifs respectifs en vue de l'examen d'une proposition de fusion des comités et des plans de mise en œuvre (en rapport avec les plans du PDP) 3. Installation de bases de données climatologiques par le PDP et fourniture d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités et de formation en météorologie et climatologie dans au moins 10 pays insulaires océaniques 4. Bulletin trimestriel du PDP produit d'ici le 1 ^{er} trimestre 2012 5. Élaboration de documents électroniques sur les services de données climatologiques et océanographiques, y compris d'un bulletin trimestriel sur les activités du PI-GCOS et du PI-GOOS 6. Préparation par le PDP d'au moins un document d'information des pays insulaires océaniques avant la COP de la CCNUCC 7. Participation du PDP aux efforts de prévisions climatiques menés dans les pays	Sous-total – 307 971		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				44 301	259 170	4 500
				Source de financement		
				Inst. météo. finl. NOAA NZXB Soutien au prog. À identifier ComSec	33 606 59 790 78 100 74 800 22 000 1 308 14 740 23 625	

Priorité 1 – Changement climatique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
		<ul style="list-style-type: none">Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux	<ol style="list-style-type: none">Première évaluation de la Stratégie météorologique du Pacifique devant être réalisée par le PDP et le PMC d'ici le 3^e trimestre 2012, en fournissant des rapports au PMC et au PROEAssistance reçue par au moins 10 SMN de pays insulaires océaniques, conformément aux besoins recensés par la 14e réunion régionale des directeurs des services météorologiques			
CC2.2 – Stratégie : Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique						
C1.2.2 Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique	1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation	<ol style="list-style-type: none">Mise en œuvre du programme de sensibilisation des médias et participation aux efforts régionaux de communicationÉlaboration de nouveaux supports de sensibilisation au changement climatiqueFormation régionale des médias et des experts techniquesCampagne médiatique « Pacific Voyage » à la COP17	Sous-total – 43 934		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				39 754	4 180	0
				Source de financement		
				AUXB NZXB Soutien au prog.	23 548 10 297 10 089	
CC2.3 – Stratégie : Aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents						
C1.2.3 Assistance fournie en matière de négociations internationales pour promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et obtenir des ressources pour l'adaptation	1.2.3.1 D'ici 2015, participation efficace de tous les Membres aux principales négociations internationales sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Proportion de Membres participant aux négociations de la CCNUCC	<ol style="list-style-type: none">Application de la formation en négociation pendant 2 sessions de la CCNUCCOrganisation de réunions préparatoires avant la réunion des organes subsidiaires de la CCNUCC et la COPMise en place d'un programme d'encadrement des nouveaux déléguésNote de synthèse préparée avant la COP17 et SB36Analyse après la tenue de la COP17 et du SB36Mise en place de la liste de diffusion des négociateurs océaniques avant la COP18Coordination de la contribution océanique aux négociations sur les pertes et les dommages	Sous-total – 67 747		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				42 447	25 300	0
				Source de financement		
				AUXB À identifier	54 687 13 060	
	1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	<ul style="list-style-type: none">Nombre de contributions océaniques au cinquième rapport du GIEC	<ol style="list-style-type: none">Voir 1.1.1.2Veiller à ce que la série de publications du PACC soit évaluée par des pairs	Sous-total – 88 879		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				84 699	4 180	0
				Source de financement		
				AUXB DONATEURS MULTIPLES Soutien au prog.	20 781 66 790 1 308	

Priorité 1 – Changement climatique | 2012

Objectifs pour 2015		Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
CC3 : Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES)							
CC3.1 – Stratégie : Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES							
C1.3.1 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique	1.3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	• Pourcentage de mégawatts heures économisés et capacité de production d'énergie renouvelable installée (en mégawatts) par rapport à 2010	1. Réalisation d'un inventaire énergétique (y compris sur les énergies renouvelables) en association avec la CPS dans 3 pays insulaires océaniques 2. Réalisation en association avec la PPA d'un modèle dynamique du réseau existant dans 3 pays insulaires océaniques 3. Soutien à l'élaboration de demandes de financement en vue de la mise en œuvre d'activités d'atténuation visant le rendement énergétique et les énergies renouvelables dans 3 pays insulaires océaniques	Sous-total – 191 058			
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	
				38 749	151 708	600	
					Source de financement		
					AUXB FEM – PNUD Soutien au prog.	20 781 168 968 1 308	
C1.3.2 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables	1.3.2.1 D'ici 2015, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	• Nombre de meilleures pratiques et de leçons apprises documentées et disséminées d'ici 2015	1. Organisation d'un atelier régional aux Fidji et d'un atelier national sur le partage des meilleures pratiques et des leçons apprises dans les pays insulaires océaniques 2. Appui fourni à 4 pays insulaires océaniques en vue de la documentation et de la diffusion des meilleures pratiques et des leçons apprises				
		• Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets	1. Élaboration et approbation de plans de travail régionaux et nationaux pluriannuels 2. Élaboration et approbation de plans de travail annuels 3. Plans de travail et rapports trimestriels approuvés et fonds octroyés 4. Suivi et évaluation réalisés et rapports associés produits				
					Sous-total – 439 698		
					Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
					119 602	319 496	600
			Source de financement				
			AUXB FEM – PNUD Soutien au prog.	20 781 417 609 1 308			

Priorité 1 – Changement climatique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
		<ul style="list-style-type: none">Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets	<ol style="list-style-type: none">Élaboration et approbation de plans de travail régionaux et nationaux pluriannuelsÉlaboration et approbation de plans de travail annuelsPlans de travail et rapports trimestriels approuvés et fonds octroyésSuivi et évaluation réalisés et rapports associés produits			
C1.3.3 Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés	1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux inventaires de GES et d'évaluations des besoins technologiques réalisés d'ici 2015	<ol style="list-style-type: none">Organisation d'un atelier régional de formation sur les inventaires de GESOrganisation d'un atelier régional de formation sur le recensement des besoins technologiquesActualisation de 2 inventaires nationaux de GES en association avec la CPS et réalisation d'un recensement régional des besoins technologiques	Sous-total – 187 801		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				42 766	144 435	600
				Source de financement		
				AUXB FEM – PNUD Soutien au prog.	20 781 165 712 1 308	
C1.3.4 Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone	1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'autorités nationales désignées créées et de projets du MDP proposés dans le cadre du mécanisme international de compensation des émissions de carbone d'ici 2015	<ol style="list-style-type: none">Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue du renforcement des capacités sur le MDP en association avec le Centre Risoe du PNUE sur le projet ACP sur les AME pour des consultants et experts sur l'identification et la mise en œuvre des projets du MDP, en collaboration avec les ateliers sous-régionaux URC RISOE 2Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue du renforcement des capacités sur le MDP et soutien technique fourni en vue de la mise en place d'autorités nationales désignées pour les projets du MDP à Vanuatu et aux Tonga	Sous-total – 779 984		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
		38 749	740 635	600		
		Source de financement				
		AUXB FEM – PNUD Soutien au prog.	20 781 757 895 1 308			
		<ul style="list-style-type: none">Capacité au niveau régional pour appuyer la mise en œuvre nationale des travaux d'atténuation	<ol style="list-style-type: none">Appui fourni aux 11 pays insulaires océaniques du PIGGAREP pour gérer la mise en œuvre de ses activités et rendre compte des progrès réalisés (rapports trimestriels, réunion multipartite d'examen, etc.)Consultant engagé pour les activités nationales du PIGGAREP de 11 pays insulaires océaniquesRéunion multipartite d'examen du PACC + 2012 dans un pays insulaire océanien			

TOTAL PRIORITÉ 1

Frais de personnel	1 027 545 \$
Frais de fonctionnement	5 130 069 \$
Frais d'investissement	27 900 \$
TOTAL GÉNÉRAL	<u>6 185 514 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	353 620
	AUXXB	76 790
	Soutien au prog.	25 131
	NZXB	20 594
	NZXXB	66 790
	FEM – PNUD	390 120
	Secrétariat du Commonwealth	94 500
Frais de fonctionnement :	AUXB	106 320
	AUXXB	166 501
	Inst. météo. finlandais	78 100
	NOAA	465 370
	NZXB	18 000
	FEM – PNUD	4 221 039
	À identifier	74 739
Frais d'investissement :	AUXB	2 000
	AUXXB	3 500
	NZXB	4 000
	FEM – PNUD	2 400
	PNUD	16 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	6 110 775	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	74 739	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

OBJECTIF : D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité

Contexte stratégique

La priorité stratégique visée par le programme Biodiversité et gestion écosystémique contribuera à la construction d'un avenir durable en appuyant la gestion écosystémique et la conservation de la biodiversité. Ce programme privilégiera la fourniture de soutien technique et consultatif aux Membres en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité et leurs équivalents dans les territoires ; permettra une meilleure connaissance de la contribution des écosystèmes terrestres et côtiers en bonne santé et bien gérés au développement durable et à la résistance aux impacts ; favorisera la conservation et la gestion des espèces menacées et migratrices ; et contribuera à la lutte contre les espèces envahissantes. La conservation et la gestion des espèces seront améliorées en encourageant la bonne mise en œuvre des accords internationaux et en appuyant des politiques et programmes régionaux d'un bon rapport coût-efficacité.

Les principales activités prévues pour 2012 comprennent :

- Appui à la révision et à la mise en œuvre des PANSB
- Mise en œuvre du projet sur la biodiversité insulaire financé par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEF-PAS)
- Mise en œuvre du projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes
- Soutien à la gestion et à la conservation des milieux côtiers et marins, y compris la poursuite de l'initiative Paysages océaniques et le recensement des aires écologiquement et biologiquement importantes
- Mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides
- Actualisation des plans d'action du Programme régional sur les espèces marines
- Poursuite des activités de surveillance et de conservation des tortues

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de ce programme :

Stuart Chape	Directeur du programme Biodiversité et gestion écosystémique
Easter Galuvao	Conseillère en biodiversité
Bruce Jeffries	Conseiller en gestion des écosystèmes terrestres
Tim Carruthers	Conseiller en gestion côtière et marine
Vainuupo Jungblut	Responsable Ramsar pour l'Océanie
<i>Vacant</i>	<i>Spécialiste de la gestion des récifs coralliens</i>
Alan Tye	Spécialiste des espèces envahissantes
Posa Skelton	Coordinateur du PILN
<i>Vacant</i>	<i>Chargé d'affaires du FEM</i>
Lui BELL	Spécialiste des espèces marines
Catherine SIOTA	Responsable adjointe de la base de données sur les tortues
À pourvoir	Agent chargé de la Convention sur les espèces migratrices
Makerita Atiga	Assistante de programme

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US																		
BEM1 : Écosystèmes insulaires et océaniques																						
BEM1.1 – Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région																						
B2.1.1 Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation	2.1.1.1 – Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)	• Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents	<div>1. Liaison étroite avec les pays insulaires océaniques, et les territoires le cas échéant, pour élaborer des cadres de révision de leurs PANSB ou équivalents</div> <div>2. Fourniture de conseils sur les possibilités de financement de la biodiversité dans le cadre des domaines d'intervention de FEM-5 relatifs à la biodiversité</div> <div>3. Fourniture d'une assistance en vue de l'élaboration de cadres devant orienter la formulation de stratégies nationales de mobilisation de ressources, y compris la préparation d'un calendrier sur les financements susceptibles d'appuyer la mise en œuvre des PANSB</div> <div>4. Collecte et diffusion d'informations, de documents et d'orientations pour aider les pays insulaires océaniques à se préparer à la COP11 de la CDB</div> <div>5. Organisation d'une réunion océanique de préparation à la COP11 de la CDB</div> <div>6. Préparation d'une stratégie océanique et d'une note d'orientation en vue de la participation à la COP11</div> <div>7. Organisation, selon les besoins, de réunions de planification conjointe entre la CDB et les autres AME sur la biodiversité</div> <div>8. Identification de crédits et allocation de ressources à l'évaluation des lacunes et aux autres interventions prioritaires du Programme de travail sur les aires protégées, dont des cours de formation spécifiques</div>	<div>Sous-total – 108 669</div> <table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>70 801</td><td>36 768</td><td>1 100</td></tr></table> <div>Source de financement</div> <table><tr><td>AUXB</td><td>52 681</td></tr><tr><td>NZXB</td><td>24 906</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td>5 742</td></tr><tr><td>DONATEURS</td><td>3 340</td></tr><tr><td>MULTIPLES</td><td>22 000</td></tr><tr><td>À identifier</td><td></td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	70 801	36 768	1 100	AUXB	52 681	NZXB	24 906	Soutien au prog.	5 742	DONATEURS	3 340	MULTIPLES	22 000	À identifier	
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																
				70 801	36 768	1 100																
				AUXB	52 681																	
				NZXB	24 906																	
Soutien au prog.	5 742																					
DONATEURS	3 340																					
MULTIPLES	22 000																					
À identifier																						

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US																																				
	2.1.1.2 – D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB)	<ul style="list-style-type: none">Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées	<ol style="list-style-type: none">Mise en œuvre des activités de la première année du Projet intégré sur la biodiversité insulaire aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à TuvaluMise en place de systèmes appropriés de coordination des interventions régionales sur la biodiversité et la gestion écosystémique : i) projet FAO/FEM de gestion des forêts et des aires protégées aux Fidji, au Samoa, à Vanuatu et à Nioué (GEF-PAS-FPAM) ; ii) projet PNUD/ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa concernant l'intégration des risques et de la résistance climatiques dans la gestion des forêts au Samoa ; iii) projet UICN BIOPAMAConception et réalisation (en association avec l'Université du Pacifique sud et l'Université Lincoln) d'une évaluation des capacités requises en matière de gestion des aires protégées et de conservation de la biodiversitéFourniture d'une assistance technique aux pays insulaires océaniques pour mobiliser des ressources en vue de la conservation de la biodiversité (LifeWeb, etc.)Conception et réalisation d'une étude en vue de la réalisation d'un cadre conceptuel devant aider les pays insulaires océaniques à formuler des indicateurs sur les services écosystémiquesFourniture, à la demande, d'une assistance technique pour appuyer les efforts menés par les pays insulaires océaniques pour atteindre les objectifs d'AichiMise en œuvre et gestion, en association avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa et CI, de l'évaluation rapide de la biodiversité des forêts du centre de Savaii réalisée par le CEPFFourniture de conseils techniques et d'assistance aux Îles Cook en vue de la création d'une aire marine protégéeCollaboration avec au moins cinq pays ou territoires insulaires océaniques en vue du recensement des besoins prioritaires en matière de conservation du milieu marinÉlaboration et diffusion de directives de surveillance des aires marines gérées, y compris de surveillance sans collecte de données, en collaboration avec les partenaires	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 874 644</th></tr><tr><th>Frais de personnel</th><th>Frais de fonct.</th><th>Frais d'invest.</th></tr><tr><td>165 987</td><td>704 657</td><td>4 000</td></tr><tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr><tr><td>AUXB</td><td>91 355</td><td></td></tr><tr><td>NZXB</td><td>31 595</td><td></td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td>4 391</td><td></td></tr><tr><td>DONATEURS</td><td>57 809</td><td></td></tr><tr><td>MULTIPLES</td><td>80 218</td><td></td></tr><tr><td>PNUE</td><td>570 002</td><td></td></tr><tr><td>FEM – PNUE</td><td>39 275</td><td></td></tr><tr><td>À identifier</td><td></td><td></td></tr></table>	Sous-total – 874 644			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	165 987	704 657	4 000	Source de financement			AUXB	91 355		NZXB	31 595		Soutien au prog.	4 391		DONATEURS	57 809		MULTIPLES	80 218		PNUE	570 002		FEM – PNUE	39 275		À identifier		
Sous-total – 874 644																																								
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																																						
165 987	704 657	4 000																																						
Source de financement																																								
AUXB	91 355																																							
NZXB	31 595																																							
Soutien au prog.	4 391																																							
DONATEURS	57 809																																							
MULTIPLES	80 218																																							
PNUE	570 002																																							
FEM – PNUE	39 275																																							
À identifier																																								

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
	2.1.1.3 – Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien	• Nombre de Membres gérant une aire marine protégée	1. Élaboration et diffusion de directives de gestion des AMP en collaboration avec les partenaires 2. Création d'une AMP en association avec le ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Développement agricole et le ministère des Pêches dans au moins un site des îles Gilbert 3. Actualisation de la base de données régionale sur les aires marines protégées	Sous-total – 16 273		
				Frais de personnel	Frais de Fonct.	Frais d'invest.
				13 715	2 558	0
				Source de financement		
				NZXB	16 273	
	2.1.1.4 – Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique pleinement opérationnelle	• Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles	1. Poursuite de l'élaboration de la proposition à FEM-5 en vue de la mise en œuvre de l'initiative Paysages océaniques en association avec le Groupe de travail du secteur marin 2. Promotion de la collaboration régionale du volet de l'initiative Paysages océaniques sur la planification spatiale du milieu marin (aires écologiquement ou biologiquement importantes, Groupe de travail du secteur marin, AAMP et pays)	Sous-total – 17 613		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				14 841	2 772	0
				Source de financement		
				NZXB	17 613	
	2.1.1.5 – D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar	• Nombre de Membres ayant ratifié la Convention de Ramsar	1. Fournir une assistance à au moins deux pays insulaires océaniques en vue d'entamer le processus de ratification de la Convention de Ramsar 2. Fournir une assistance à au moins deux pays insulaires océaniques en vue d'achever le processus de ratification de la Convention de Ramsar 3. Organiser la 5 ^e réunion régionale océanique de préparation à la COP11 de Ramsar et élaborer un dossier d'information pour les Parties océaniques à Ramsar 4. Fournir un soutien technique aux représentants insulaires océaniques à la COP11 de Ramsar 5. Aider les Parties océaniques à la Convention de Ramsar à mettre à jour leurs fiches descriptives Ramsar 6. Fournir un appui à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides dans les pays et territoires insulaires océaniques 7. Diffuser les supports CESP de la Ramsar aux pays et territoires insulaires océaniques 8. Préparer un nouveau mémorandum de coopération PROE-Ramsar pour la période 2012-2015 9. Fournir une assistance aux Parties océaniques à Ramsar qui en ont besoin dans le cadre de leurs projets financés par le Fonds Ramsar de petites subventions 10. Aider les Parties océaniques à Ramsar à constituer des comités nationaux sur les zones humides	Sous-total – 168 546		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				50 859	117 387	300
				Source de financement		
				NZXB Ramsar Soutien au prog.	5 149 159 007 4 391	

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US																								
	2.1.1.6 – D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	<ul style="list-style-type: none">Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides	<ol style="list-style-type: none">Diffuser et promouvoir le Plan d'action régional pour les zones humides auprès des partenaires et donateurs régionaux et internationauxFormaliser le comité de supervision de la mise en œuvre du Plan d'action et faciliter la communication régulière et active entre les MembresAider les pays et territoires insulaires océaniques à préparer et exécuter les activités de leur Plan d'actionFournir une assistance technique au projet MESCAL de l'UICN et à l'Initiative océanienne sur les mangrovesMettre en service la base de données régionale de surveillance des mangroves par le biais du projet MESCAL	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 58 112</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>50 859</td><td>7 253</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">5 149</td></tr><tr><td>Ramsar</td><td colspan="2">44 520</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td colspan="2">4 391</td></tr><tr><td>À identifier</td><td colspan="2">4 053</td></tr></table>	Sous-total – 58 112			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	50 859	7 253	0	Source de financement			NZXB	5 149		Ramsar	44 520		Soutien au prog.	4 391		À identifier	4 053	
Sous-total – 58 112																												
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																										
50 859	7 253	0																										
Source de financement																												
NZXB	5 149																											
Ramsar	44 520																											
Soutien au prog.	4 391																											
À identifier	4 053																											
B2.1.2 Adaptation écosystémique largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique	2.1.2.1 – D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique	<ol style="list-style-type: none">Produire des outils de sensibilisation à l'adaptation écosystémique et organiser des activités de communication	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 112 061</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>56 681</td><td>55 380</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">33 373</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">33 336</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td colspan="2">1 352</td></tr><tr><td>À identifier</td><td colspan="2">44 000</td></tr></table>	Sous-total – 112 061			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	56 681	55 380	0	Source de financement			AUXB	33 373		NZXB	33 336		Soutien au prog.	1 352		À identifier	44 000	
Sous-total – 112 061																												
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																										
56 681	55 380	0																										
Source de financement																												
AUXB	33 373																											
NZXB	33 336																											
Soutien au prog.	1 352																											
À identifier	44 000																											
B2.1.3 Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales	2.1.3.1 – Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none">Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels	<ol style="list-style-type: none">Fournir un soutien technique et logistique au secrétariat et groupes de travail de la Table rondeCoordonner et mobiliser le soutien des partenaires de la Table ronde pour aider les pays insulaires océaniques à réviser leurs PANSB et les autres initiatives sur la biodiversitéOrganiser et coordonner les préparations à la 9^e Conférence sur la conservation de la natureMobiliser le groupe de travail sur les aires protégées de la Table ronde pour appuyer les activités 1.1.1 et 1.1.2	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 56 248</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>31 360</td><td>24 888</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">25 721</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">14 693</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td colspan="2">1 352</td></tr><tr><td>À identifier</td><td colspan="2">14 482</td></tr></table>	Sous-total – 56 248			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	31 360	24 888	0	Source de financement			AUXB	25 721		NZXB	14 693		Soutien au prog.	1 352		À identifier	14 482	
Sous-total – 56 248																												
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																										
31 360	24 888	0																										
Source de financement																												
AUXB	25 721																											
NZXB	14 693																											
Soutien au prog.	1 352																											
À identifier	14 482																											

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
B2.1.4 Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports	2.1.4. – Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniens	<ol style="list-style-type: none">Évaluer les options institutionnelles et systémiques pour rationaliser et intégrer les activités des AME sur la biodiversité et les rapports devant être fournis au titre de ces accordsFournir une assistance technique aux pays insulaires océaniens sur les possibilités d'adapter les objectifs internationaux d'Aichi et du Plan stratégique 2020 de la CDB aux niveaux régional et nationalFournir une assistance technique aux pays signataires de la CLD en vue de la production de rapports fiables et ciblés sur la stratégie décennale et le cadre de la CLD par le biais du portail PRAISOrganiser le bilan de la COP10 de la CLDFournir une assistance technique en vue de la mise en place du centre proposé sur le patrimoine océanien et veiller au maintien des liens avec les autres AME	Sous-total – 34 424		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				22 517	11 908	0
				Source de financement		
				AUXB	19 198	
NZXB	10 574					
Soutien au prog.	1 352					
À identifier	3 300					
B2.1.5 Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question	2.1.5.1 – Recensement du nombre d'aires écologiquement et biologiquement importantes dans le cadre de la CDB	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'aires écologiquement et biologiquement importantes recensées	<ol style="list-style-type: none">Travailler avec le Secrétariat de la CDB et d'autres partenaires en vue de la mise en œuvre des résultats de l'atelier de 2011 sur les aires écologiquement ou biologiquement importantesÉlaborer et mettre en œuvre un processus d'identification de ces aires en collaboration avec les Membres	Sous-total – 32 435		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				27 656	4 780	0
				Source de financement		
				NZXB	31 276	
Soutien au prog.	1 159					
BEM2 Espèces menacées et migratrices						
BEM2.1 – STRATÉGIE : Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices						
B2.2.1 Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région	2.2.1.1 – Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents	<ol style="list-style-type: none">Organiser une réunion régionale d'examen des plans d'action en faveur des cétacés (baleines et dauphins), dugongs et tortues marines relevant du Programme sur les espèces marines pour les 5 années à venir, en sollicitant des avis sur l'ajout de nouvelles espèces marines – crédits à identifierActualiser et soumettre pour adoption à la Conférence du PROE de 2012 les plans d'action révisés du Programme régional sur les espèces marines	Sous-total – 96 779		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				5 149	91 630	0
				Source de financement		
				NZXB	5 619	
PNUE	1 100					
NZXXB	26 250					
À identifier	63 810					

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US															
	2.2.1.2 – D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux pays insulaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente	<ol style="list-style-type: none">Promouvoir la signature par tous les Membres du mémorandum d'entente sur les cétacés et les encourager à ratifier la CMS dans le cadre de missions dans les pays, d'exposés et de documents d'information présentés lors de réunions dont la Conférence du PROEFournir des informations et faciliter les processus nationaux pour permettre à de nouveaux Membres de signer le mémorandum d'entente sur les cétacés et de ratifier la CMSCollaborer avec la CMS à la mise en œuvre des mémorandums d'entente sur les cétacés et les dugongs en faisant le lien avec les plans d'action régionaux sur les espèces marinesFournir un appui logistique aux réunions des signataires des mémorandums d'entente de la CMS sur les cétacés et les dugongsSolliciter des crédits en collaboration avec la CMS et le PROE pour prolonger le mandat du Responsable océanien de la CMS	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 26 033</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>9 725</td><td>15 308</td><td>1 000</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>NZXB PNUE Soutien au prog.</td><td>13 324 11 550 1 159</td><td></td></tr></table>	Sous-total – 26 033			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	9 725	15 308	1 000	Source de financement			NZXB PNUE Soutien au prog.	13 324 11 550 1 159	
Sous-total – 26 033																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																	
9 725	15 308	1 000																	
Source de financement																			
NZXB PNUE Soutien au prog.	13 324 11 550 1 159																		
B2.2.2 Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents	2.2.2.1 – D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents	<ul style="list-style-type: none">Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces	<ol style="list-style-type: none">Collaborer avec la CITES et les autres organisations pertinentes en vue de l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités dans la régionCollaborer avec la CMS en vue de l'adoption du plan d'action régional révisé en faveur des baleines et des dauphins en tant que plan de gestion du mémorandum d'entente sur les cétacésAméliorer la mise en œuvre du mémorandum de coopération avec la CMS en procédant à la révision de ses annexes	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 77 418</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>43 868</td><td>33 050</td><td>500</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>NZXB PNUE FEM – PNUE</td><td>45 229 11 189 21 000</td><td></td></tr></table>	Sous-total – 77 418			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	43 868	33 050	500	Source de financement			NZXB PNUE FEM – PNUE	45 229 11 189 21 000	
Sous-total – 77 418																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																	
43 868	33 050	500																	
Source de financement																			
NZXB PNUE FEM – PNUE	45 229 11 189 21 000																		
	2.2.2.2 – D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces	<ul style="list-style-type: none">Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre	<ol style="list-style-type: none">Collaborer avec les partenaires, en particulier le SPWRC, pour obtenir des crédits en vue de la mise en œuvre du Plan de rétablissement des baleines à bosse en OcéanieFournir une assistance technique et collaborer avec le SPWRC en vue de la mise en œuvre du Plan de rétablissement des baleines à bosse en OcéanieFournir une assistance technique en vue de l'élaboration de plans nationaux/communautaires de gestion/rétablissement des espèces marinesPoursuivre la gestion de réseaux océaniques sur les cétacés, les dugongs, les tortues marines et les requins	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 74 269</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>35 302</td><td>38 468</td><td>500</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>NZXB PNUE FEM – PNUE</td><td>43 510 9 759 21 000</td><td></td></tr></table>	Sous-total – 74 269			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	35 302	38 468	500	Source de financement			NZXB PNUE FEM – PNUE	43 510 9 759 21 000	
Sous-total – 74 269																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																	
35 302	38 468	500																	
Source de financement																			
NZXB PNUE FEM – PNUE	43 510 9 759 21 000																		

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US															
	2.2.2.3 – Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	<ul style="list-style-type: none">Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages	1. Fournir, à la demande, une assistance technique en vue de la révision ou de l'élaboration de lois sur les espèces marines	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 67 619</th></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>15 369</td><td>52 250</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>NZXB Soutien au prog. À identifier</td><td>18 061 1 159 48 400</td><td></td></tr></table>	Sous-total – 67 619			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	15 369	52 250	0	Source de financement			NZXB Soutien au prog. À identifier	18 061 1 159 48 400	
Sous-total – 67 619																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																	
15 369	52 250	0																	
Source de financement																			
NZXB Soutien au prog. À identifier	18 061 1 159 48 400																		
B2.2.3 Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional	2.2.3.1 – Adoption par les Membres de la base de données TREDS	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS	<ol style="list-style-type: none">Faciliter la mise en œuvre des initiatives nationales de gestion des données sur les tortues, y compris la coordination et la fourniture de services de bases de données sur les tortues, la fourniture de soutien et de formation, et l'utilisation de technologies appropriées pour améliorer la communicationObtenir des ressources pour faciliter le développement et l'utilisation de TREDSPréparer une proposition visant l'achat de bagues, d'applicateurs et d'autres ressourcesMettre à jour l'inventaire des bagues fournies par le PROE aux pays et territoires insulaires océaniquesRéaliser une analyse, un suivi et des rapports sur TREDSProduire des rapports réguliers et les diffuser aux utilisateurs de TREDS conformément à sa politique de partage de l'informationAider l'administrateur de bases de données du PROE à gérer, développer et améliorer TREDS : fonctionnalité à surveiller pour veiller à ce qu'elle fonctionne correctement ; et évaluation de TREDS par au moins 11 paysAppuyer la coopération régionale et internationale sur les espèces marines et la gestion	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 111 768</th></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>71 095</td><td>40 673</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>DONATEURS MULTIPLES NZXB Soutien au prog. Taïwan-République de Chine NZXXB</td><td>61 370 10 574 1 159 11 650 27 015</td><td></td></tr></table>	Sous-total – 111 768			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	71 095	40 673	0	Source de financement			DONATEURS MULTIPLES NZXB Soutien au prog. Taïwan-République de Chine NZXXB	61 370 10 574 1 159 11 650 27 015	
Sous-total – 111 768																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																	
71 095	40 673	0																	
Source de financement																			
DONATEURS MULTIPLES NZXB Soutien au prog. Taïwan-République de Chine NZXXB	61 370 10 574 1 159 11 650 27 015																		

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US						
B2.2.4 Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité	2.2.4.1 – D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces	• État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces	<ol style="list-style-type: none">1. Promouvoir et appuyer la création dans les pays de réseaux de surveillance communautaire des tortues marines2. Fournir aux Membres une assistance technique, y compris une formation communautaire, en vue de la surveillance de certains sites de nidification des tortues marines3. Procéder au suivi des paramètres (température) du changement climatique sur certaines plages de nidification des tortues marines, en dispensant la formation requise4. Mener sur certains sites des activités d'adaptation des tortues au changement climatique, en dispensant la formation requise5. Fournir une assistance technique en vue de la réalisation d'inventaires nationaux sur les dugongs, du renforcement des capacités, d'études de terrain, et de l'identification et de la gestion des menaces6. Fournir une assistance technique aux Membres en vue de la gestion des baleines, des dauphins et d'autres espèces, y compris la création de sanctuaires, l'élaboration de plans de gestion, de plans de rétablissement et de lois7. Dispenser une formation sur les échouages de cétacés et établir des réseaux nationaux sur les échouages de cétacés aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu8. Fournir une assistance technique aux Membres en vue de la mise en œuvre des plans d'action régionaux sur les espèces marines et des plans de gestion du mémorandum d'entente de la CMS ainsi que d'autres instruments sur d'autres espèces telles que les requins9. Aider les Membres à préparer des demandes de financement appuyant la mise en œuvre nationale des plans d'action sur les espèces marines10. Travailler avec le bureau océanien de l'UICN pour promouvoir la Liste rouge dans le Pacifique, notamment en organisant des ateliers sur la Liste rouge et l'inscription d'espèces à cette liste11. Préparer des documents d'information sur les aspects techniques et la conservation des espèces marines dont les requins12. Solliciter des financements et aider les Parties à la CMS et les signataires du mémorandum d'entente de la CMS à préparer des propositions appuyant la mise en œuvre nationale des plans de gestion du mémorandum d'entente	Sous-total – 103 544						
				<table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>83 607</td><td>19 938</td><td>0</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	83 607	19 938	0
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.				
				83 607	19 938	0				
				Source de financement						
<table><tr><td>NZXB</td><td>61 000</td></tr><tr><td>PNUE</td><td>30 386</td></tr><tr><td>France</td><td>11 000</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td>1 159</td></tr></table>			NZXB	61 000	PNUE	30 386	France	11 000	Soutien au prog.	1 159
NZXB	61 000									
PNUE	30 386									
France	11 000									
Soutien au prog.	1 159									

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US																						
B2.2.5 Les pays insulaires océaniens qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles	2.2.5.1 – D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniens	• Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES	1. Promouvoir la ratification de la CITES dans la région en organisant des missions dans les pays et des exposés aux réunions et fournir une assistance aux processus pour permettre à d'autres Membres de devenir partie à la CITES 2. Collaborer avec la CITES à la création d'un poste de responsable océanien au PROE	Sous-total – 15 441 <table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>12 883</td><td>2 558</td><td>0</td></tr></table> Source de financement <table><tr><td>NZXB</td><td>15 441</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	12 883	2 558	0	NZXB	15 441														
	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																							
	12 883	2 558	0																							
	NZXB	15 441																								
	2.2.5.2 – Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)	• Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES	1. Fournir une assistance technique et un soutien aux initiatives de la CITES et des organisations régionales, en dispensant la formation requise	Sous-total – 4 867 <table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>4 317</td><td>550</td><td>0</td></tr></table> Source de financement <table><tr><td>NZXB</td><td>4 867</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	4 317	550	0	NZXB	4 867														
	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																							
	4 317	550	0																							
	NZXB	4 867																								
	2.2.5.3 – Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	• État d'achèvement du modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	1. Appuyer les initiatives pour faire avancer l'élaboration d'un modèle de plan de gestion de la CITES pour une espèce marine telle que les dauphins	Sous-total – 6 025 <table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>5 475</td><td>550</td><td>0</td></tr></table> Source de financement <table><tr><td>NZXB</td><td>4 867</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td>1 159</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	5 475	550	0	NZXB	4 867	Soutien au prog.	1 159												
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																								
5 475	550	0																								
NZXB	4 867																									
Soutien au prog.	1 159																									
BEM3 : Espèces envahissantes																										
BEM3.1 – STRATÉGIE : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales																										
B2.3.1 Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte	2.3.1.1 – D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	• État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations	1. Coordonner le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP) 2. Travailler avec les membres du PIP en vue de l'élaboration de projets répondant aux priorités recensées par l'analyse des lacunes régionales réalisée en 2011 3. Réaliser l'analyse annuelle des lacunes pour 2012 4. Terminer le plan d'action annuel du PIP 5. Fournir une assistance technique en vue de l'élaboration du Cours océanien de planification et de gestion sur les plantes adventices à l'intention des pays et territoires océaniens 6. Participer aux inventaires des espèces envahissantes dans au moins deux pays ou territoires insulaires océaniens 7. Fournir un appui technique aux projets de recherche sur les espèces envahissantes à au moins 2 pays ou territoires insulaires océaniens	Sous-total – 175 048 <table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>47 200</td><td>127 348</td><td>500</td></tr></table> Source de financement <table><tr><td>AFD</td><td>1 050</td></tr><tr><td>AUXB</td><td>1 870</td></tr><tr><td>Cons Intl</td><td>22 525</td></tr><tr><td>DONATEURS MULTIPLES</td><td>14 674</td></tr><tr><td>NZXB</td><td>30 815</td></tr><tr><td>FEM – PNUE</td><td>97 169</td></tr><tr><td>TNC</td><td>315</td></tr><tr><td>À identifier</td><td>6 630</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	47 200	127 348	500	AFD	1 050	AUXB	1 870	Cons Intl	22 525	DONATEURS MULTIPLES	14 674	NZXB	30 815	FEM – PNUE	97 169	TNC	315	À identifier	6 630
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																				
				47 200	127 348	500																				
				AFD	1 050																					
AUXB	1 870																									
Cons Intl	22 525																									
DONATEURS MULTIPLES	14 674																									
NZXB	30 815																									
FEM – PNUE	97 169																									
TNC	315																									
À identifier	6 630																									

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US																																										
	2.3.1.2 – D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes	1. Faciliter la mise à jour des plans d'action existants et l'élaboration de nouveaux plans dans au moins 2 pays ou territoires insulaires océaniques	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 269 912</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>39 792</td><td>230 120</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AFD</td><td colspan="2">8 400</td></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">1 000</td></tr><tr><td>Cons Intl</td><td colspan="2">18 600</td></tr><tr><td>DONATEURS</td><td colspan="2">14 674</td></tr><tr><td>MULTIPLES</td><td colspan="2">13 941</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">1 159</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td colspan="2">197 969</td></tr><tr><td>FEM – PNUE</td><td colspan="2">4 200</td></tr><tr><td>TNC</td><td colspan="2">9 970</td></tr><tr><td>À identifier</td><td colspan="2"></td></tr></table>	Sous-total – 269 912			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	39 792	230 120	0	Source de financement			AFD	8 400		AUXB	1 000		Cons Intl	18 600		DONATEURS	14 674		MULTIPLES	13 941		NZXB	1 159		Soutien au prog.	197 969		FEM – PNUE	4 200		TNC	9 970		À identifier		
	Sous-total – 269 912																																													
	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																																											
	39 792	230 120	0																																											
	Source de financement																																													
	AFD	8 400																																												
	AUXB	1 000																																												
	Cons Intl	18 600																																												
	DONATEURS	14 674																																												
	MULTIPLES	13 941																																												
NZXB	1 159																																													
Soutien au prog.	197 969																																													
FEM – PNUE	4 200																																													
TNC	9 970																																													
À identifier																																														
2.3.1.3 – D'ici 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans 5 pays ou territoires	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes	1. Étudier les possibilités d'inclusion de la biosécurité interinsulaire et de la gestion des espèces envahissantes établies dans le projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisé à l'échelon régional 2. Appuyer l'élaboration du système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques. 3. Planifier l'amélioration de l'évaluation des risques dans 2 pays ou territoires insulaires océaniques 4. Fournir une assistance technique en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine à Kiribati et des activités de biosécurité relevant du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 209 134</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>38 634</td><td>170 500</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>Cons Intl</td><td colspan="2">16 500</td></tr><tr><td>DONATEURS</td><td colspan="2">14 674</td></tr><tr><td>MULTIPLES</td><td colspan="2">17 091</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">153 869</td></tr><tr><td>FEM – PNUE</td><td colspan="2">7 000</td></tr><tr><td>À identifier</td><td colspan="2"></td></tr></table>	Sous-total – 209 134			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	38 634	170 500	0	Source de financement			Cons Intl	16 500		DONATEURS	14 674		MULTIPLES	17 091		NZXB	153 869		FEM – PNUE	7 000		À identifier															
Sous-total – 209 134																																														
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																																												
38 634	170 500	0																																												
Source de financement																																														
Cons Intl	16 500																																													
DONATEURS	14 674																																													
MULTIPLES	17 091																																													
NZXB	153 869																																													
FEM – PNUE	7 000																																													
À identifier																																														
B2.3.2 Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents	2.3.2.1 – D'ici 2015, tous les pays insulaires et territoires océaniques seront membres du PILN	<ul style="list-style-type: none">Nombre de pays et territoires insulaires océaniques devenus membres du PILN	1. Réviser et actualiser le Plan stratégique sur les espèces envahissantes 2. Organiser une réunion du réseau PILN pour élaborer une Stratégie régionale sur les besoins de développement des capacités	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 123 933</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>9 725</td><td>114 208</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AFD</td><td colspan="2">78 100</td></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">1 100</td></tr><tr><td>Cons Intl</td><td colspan="2">22 000</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">10 574</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td colspan="2">1 159</td></tr><tr><td>TNC</td><td colspan="2">11 000</td></tr></table>	Sous-total – 123 933			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	9 725	114 208	0	Source de financement			AFD	78 100		AUXB	1 100		Cons Intl	22 000		NZXB	10 574		Soutien au prog.	1 159		TNC	11 000													
Sous-total – 123 933																																														
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																																												
9 725	114 208	0																																												
Source de financement																																														
AFD	78 100																																													
AUXB	1 100																																													
Cons Intl	22 000																																													
NZXB	10 574																																													
Soutien au prog.	1 159																																													
TNC	11 000																																													

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US										
B2.3.3 Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social	2.3.3.1 – D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place	<ul style="list-style-type: none">Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique	<ol style="list-style-type: none">Élaborer la stratégie du PIP de communication sur les espèces envahissantesContribuer à l'élaboration et à la production d'au moins un dossier d'information du Pacifique sur une thématique liée aux espèces envahissantes (biocarburants et espèces envahissantes, etc.)Planifier et élaborer une campagne de sensibilisation aux espèces envahissantes dans 2 pays ou territoires insulaires océaniques	Sous-total – 140 954										
				<table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>63 046</td><td>77 908</td><td>0</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	63 046	77 908	0				
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.								
				63 046	77 908	0								
				Source de financement										
<table><tr><td>AFD</td><td>5 000</td></tr><tr><td>DONATEURS MULTIPLES</td><td>14 674</td></tr><tr><td>FEM – PNUE</td><td>74 069</td></tr><tr><td>NZXB</td><td>37 962</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td>5 549</td></tr><tr><td>TNC</td><td>500</td></tr><tr><td>À identifier</td><td>3 200</td></tr></table>	AFD	5 000	DONATEURS MULTIPLES	14 674	FEM – PNUE	74 069	NZXB	37 962	Soutien au prog.	5 549	TNC	500	À identifier	3 200
AFD	5 000													
DONATEURS MULTIPLES	14 674													
FEM – PNUE	74 069													
NZXB	37 962													
Soutien au prog.	5 549													
TNC	500													
À identifier	3 200													
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.1 – D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces	<ul style="list-style-type: none">Étude pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes menée à bien	<ol style="list-style-type: none">Étude de cas préparée par le PROE et le PIP et réalisée par Landcare Research – phase 1 terminée	Sous-total – 37 834										
				<table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>32 526</td><td>5 308</td><td>0</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	32 526	5 308	0				
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.								
				32 526	5 308	0								
				Source de financement										
<table><tr><td>NZXB</td><td>27 815</td></tr><tr><td>FEM – PNUE</td><td>10 019</td></tr></table>	NZXB	27 815	FEM – PNUE	10 019										
NZXB	27 815													
FEM – PNUE	10 019													
	2.3.4.2 – D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés	<ul style="list-style-type: none">Campagne de marketing social sur les espèces envahissantes menée à bien	<ol style="list-style-type: none">Entamer la planification de la campagne	Sous-total – 6 307										
				<table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>6 307</td><td>0</td><td>0</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	6 307	0	0				
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.								
				6 307	0	0								
				Source de financement										
<table><tr><td>NZXB</td><td>5 149</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td>1 159</td></tr></table>	NZXB	5 149	Soutien au prog.	1 159										
NZXB	5 149													
Soutien au prog.	1 159													
B2.3.5 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région	2.3.5.1 – D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none">Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes	<ol style="list-style-type: none">Élaborer des plans de travail conjoints avec les partenaires en matière de lutte contre les espèces envahissantesObtenir les contributions des partenaires du PIP et des équipes du PILN pour partager leurs activités et réalisations dans le bulletin mensuel Soundbites du PILNDiffuser des informations à jour sur les espèces envahissantes sur les pages pertinentes du site web du PROERecueillir et diffuser les résultats et leçons apprises du projet GEF-PAS sur les espèces envahissantesPromouvoir le PILN, le PIP et d'autres groupes de discussion régionaux sur les espèces envahissantes et recruter de nouveaux membres	Sous-total – 24 371										
				<table><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>21 813</td><td>2 058</td><td>500</td></tr></table>	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	21 813	2 058	500				
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.								
				21 813	2 058	500								
				Source de financement										
<table><tr><td>Cons Intl DONATEURS MULTIPLES</td><td>550</td></tr><tr><td>NZXB</td><td>14 674</td></tr><tr><td></td><td>9 147</td></tr></table>	Cons Intl DONATEURS MULTIPLES	550	NZXB	14 674		9 147								
Cons Intl DONATEURS MULTIPLES	550													
NZXB	14 674													
	9 147													

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US															
	2.3.5.2 – Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5	<ul style="list-style-type: none">Valeur en millions de dollars É.-U. et nombre d'actions entreprises dans le Pacifique sur les espèces envahissantes incluses dans le programme du FEM-5	8. Aucun financement FEM-5 n'est disponible pour un projet régional de grande envergure, ce qui n'était pas connu au moment de l'élaboration des résultats du Plan stratégique. Ce résultat sera donc supprimé des programmes de travail à venir ou remplacé par un autre.	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 1 159</th></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>1 159</td><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>Soutien au prog.</td><td colspan="2">1 159</td></tr></table>	Sous-total – 1 159			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	1 159	0	0	Source de financement			Soutien au prog.	1 159	
Sous-total – 1 159																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																	
1 159	0	0																	
Source de financement																			
Soutien au prog.	1 159																		
B2.3.6 Importance accrue accordée dans la région à l'éradication des espèces envahissantes et à la lutte biologique	2.3.6.1 – D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	<ul style="list-style-type: none">Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre	<ol style="list-style-type: none">Fournir une assistance technique aux projets de lutte contre les espèces envahissantes, y compris aux projets d'éradication et de lutte biologique, dans les îles de la Ligne (Kiribati) et dans le cadre du projet GEF-PAS sur les espèces envahissantesFournir une assistance technique à des projets de restauration à Kiribati (îles de la Ligne) et au Samoa (Mt Vaea et O le Pupu Pu'e)	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 384 065</th></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>32 257</td><td>351 808</td><td>0</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>Cons Intl NZXB Soutien au prog. FEM – PNUE À identifier</td><td colspan="2">55 000 23 088 1 159 291 419 13 400</td></tr></table>	Sous-total – 384 065			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	32 257	351 808	0	Source de financement			Cons Intl NZXB Soutien au prog. FEM – PNUE À identifier	55 000 23 088 1 159 291 419 13 400	
Sous-total – 384 065																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.																	
32 257	351 808	0																	
Source de financement																			
Cons Intl NZXB Soutien au prog. FEM – PNUE À identifier	55 000 23 088 1 159 291 419 13 400																		

TOTAL PRIORITÉ 2	Frais de personnel	1 084 525 \$
	Frais de fonctionnement	2 342 576 \$
	Frais d'investissement	8 400 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>3 435 501 \$</u>

Priorité 2 – Biodiversité et gestion écosystémique | 2012

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	173 230
	Cons Intl	73 370
	Soutien au prog.	41 263
	NZXB	489 980
	Ramsar	82 640
	PNUE	133 580
	Donateurs multiples	90 463
Frais de fonctionnement :	AFD	92 550
	AUXB	51 468
	Cons Intl	134 675
	France	11 000
	NZXB	98 656
	NZXXB	53 265
	Ramsar	120 587
	Taiwan-République de	11 650
	Chine	16 015
	TNC	42 000
	PNUD	96 788
	PNUE	1 334 402
	FEM – PNUE	279 521
	À identifier	
Frais d'investissement :	AUXB	1 600
	Cons Intl	500
	Donateurs multiples	2 000
	Ramsar	300
	PNUE	4 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 155 980	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	279 521	

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

OBJECTIF : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Contexte stratégique

La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité pour le PROE en 2012 car les déchets et la pollution contribuent fortement à la dégradation des écosystèmes et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable. Bien que la quasi-totalité des pays et territoires dispose désormais de stratégies et de plans de gestion des déchets, leur mise en œuvre est loin d'être satisfaisante du fait de leurs capacités, de leurs moyens financiers et de leur sensibilisation limités et d'un accès restreint à des méthodes appropriées et économiques de minimisation de la pollution et des déchets. Qui plus est, ces stratégies et plans n'ont généralement pas été modifiés ni actualisés pour tenir compte de l'évolution des déchets auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés ni des méthodes appropriées concernant leur gestion. L'absence de législation appropriée régissant la gestion des déchets reste un obstacle important pour la région.

Le PROE continuera d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui techniques et une grande partie de ses activités sera déterminée par les stratégies et priorités régionales adoptées par les Membres du PROE. Ces instruments comprennent la Stratégie régionale sur les déchets solides, la Stratégie PACPOL et la Stratégie sur les espèces marines envahissantes, ainsi que de nouvelles stratégies de gestion des déchets dangereux prioritaires tels que l'amiante et les déchets électroniques. Ce travail sera appuyé par la deuxième phase du projet JICA de gestion des déchets solides, qui se poursuivra jusqu'en 2016, et par l'Initiative régionale de gestion des déchets solides de l'AFD, qui se déroulera sur 5 ans et dont le principal objectif est la gestion durable des huiles usagées et l'éducation.

Les activités prévues pour 2012 comprennent notamment :

- Un appui continu à la mise en œuvre de la Stratégie de gestion des déchets solides pour la région Pacifique, du PACPOL et de la stratégie SRIMP-PAC.
- La fourniture d'un appui aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration ou de l'amendement de politiques, de directives et de stratégies nationales de gestion des déchets solides et des matières dangereuses prioritaires dont les déchets électroniques et l'amiante.
- La sensibilisation du public aux problèmes régionaux et nationaux liés aux déchets et aux substances dangereuses dans le cadre de la campagne de 2012 pour un Pacifique propre.
- Le maintien de l'appui fourni pour renforcer les capacités nationales nécessaires pour aborder la question des déchets au niveau national, y compris la formation sur les obligations découlant des conventions régionales et internationales.
- La coordination de la mise en œuvre des stratégies nationales de gestion des déchets par le biais d'une assistance technique et de la mobilisation de ressources grâce à une collaboration avec des partenaires tels que le JICA et l'AFD.
- Le soutien aux pays insulaires océaniques pour faire face à la pollution marine causée par les épaves de la Seconde Guerre mondiale.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de ce programme :

À pourvoir	Directeur du programme Gestion des déchets et lutte contre la pollution
Pulemalie HABRI	Secrétaire du directeur du programme
David HAYNES	Conseiller en prévention de la pollution et gestion des déchets
Anthony TALOULI	Conseiller en pollution
Esther RICHARDS	Conseillère en gestion des déchets solides

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
WMPC1 : Modification des comportements WMPC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication						
W3.1.1 – Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de détritrus et améliorer la santé de l'environnement	3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres	1. Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés	1. Fournir une assistance technique et un soutien aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration de directives nationales sur : – L'élimination des déblais de dragage et des encombrants – La gestion des déchets électroniques – La gestion des déchets d'amiante – La gestion des déchets médicaux – Un modèle de loi nationale sur la gestion des SAO 2. Mettre en œuvre un programme régional de gestion des huiles usagées en vue de leur élimination sans danger (AFD) 3. Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'amélioration des décharges et des systèmes et pratiques de collecte des déchets 4. Améliorer la gestion intégrée des déchets et la conception des décharges pour les atolls 5. Organiser la 6 ^e Conférence des Parties à la Convention de Waigani 6. Organiser la 4 ^e réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC4) de la Convention de Waigani 7. Organiser la 3 ^e réunion du comité directeur du Centre régional de formation et de transfert de technologie pour la mise en œuvre conjointe des conventions de Bâle et de Waigani (SCPRC3) 8. Organiser la 11 ^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa	Sous-total – 334 258		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				70 447	263 111	700
				Source de financement		
				AFD	102 300	
AUXB	49 793					
Japon	33 000					
Soutien au prog.	2 025					
NZXB	35 074					
Parties à la Convention	79 176					
Taiwan	15 400					
République de Chine						
PNUE	15 840					
À identifier	1 650					

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US															
	3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'incidents de pollution et de problèmes de qualité des eaux côtières	<ol style="list-style-type: none">Fournir un appui technique en vue de la mise à jour des NATPLAN de 3 pays ou territoires insulaires océaniquesFournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention en cas de pollution marine dans 2 pays ou territoires insulaires océaniquesFournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires) dans 2 pays ou territoires insulaires océaniques	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 34 585</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest</td></tr><tr><td>23 475</td><td>10 510</td><td>600</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td colspan="2">AUXB Soutien au prog.</td><td>32 560 2 025</td></tr></table>	Sous-total – 34 585			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	23 475	10 510	600	Source de financement			AUXB Soutien au prog.		32 560 2 025
	Sous-total – 34 585																		
	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest																
	23 475	10 510	600																
Source de financement																			
AUXB Soutien au prog.		32 560 2 025																	
3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements	<ul style="list-style-type: none">Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes	<ol style="list-style-type: none">Élaborer et exécuter un plan pour la campagne de 2012 pour un Pacifique propre, qui comprendra 5 grandes manifestations	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 47 801</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest</td></tr><tr><td>39 826</td><td>7 275</td><td>700</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td colspan="2">AUXB NZXB Taiwan-République de Chine</td><td>22 524 18 977 6 300</td></tr></table>	Sous-total – 47 801			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	39 826	7 275	700	Source de financement			AUXB NZXB Taiwan-République de Chine		22 524 18 977 6 300	
Sous-total – 47 801																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest																	
39 826	7 275	700																	
Source de financement																			
AUXB NZXB Taiwan-République de Chine		22 524 18 977 6 300																	
3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d'ici 2014	<ol style="list-style-type: none">État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits	<ol style="list-style-type: none">Élaborer un kit de communication sur la gestion des déchets	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 12 115</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest</td></tr><tr><td>8 276</td><td>3 189</td><td>650</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td colspan="2">AUXB NZXB</td><td>2 289 9 826</td></tr></table>	Sous-total – 12 115			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	8 276	3 189	650	Source de financement			AUXB NZXB		2 289 9 826	
Sous-total – 12 115																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest																	
8 276	3 189	650																	
Source de financement																			
AUXB NZXB		2 289 9 826																	
3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution	<ol style="list-style-type: none">Fournir une assistance et un appui aux pays et territoires insulaires océaniques concernant :<ul style="list-style-type: none">L'institutionnalisation des installations régionales portuaires de collecte des déchets	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 20 252</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest</td></tr><tr><td>17 942</td><td>1 710</td><td>600</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td colspan="2">AUXB Soutien au prog.</td><td>18 228 2 025</td></tr></table>	Sous-total – 20 252			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	17 942	1 710	600	Source de financement			AUXB Soutien au prog.		18 228 2 025	
Sous-total – 20 252																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest																	
17 942	1 710	600																	
Source de financement																			
AUXB Soutien au prog.		18 228 2 025																	

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
WMPC2 : Connaissances, données, planification et recherche WMPC2.1 – Stratégie : Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015. Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.						
W3.2.1 Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d'ici 2015	3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six pays ou territoires	• État d'achèvement des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets	1. Élaborer une étude de cadrage de l'entité régionale du système australien et canadien de soutien à la décision sur les eaux de ballast	Sous-total – 60 937		
			2. Élaborer un plan de gestion des sédiments des cales sèches	Frais de personnel	Frais de Fonct.	Frais d'invest
			3. Élaborer et diffuser des directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des déchets des navires	55 822	4 415	700
			4. Élaborer un portail en ligne pour les données régionales sur la gestion des déchets	Source de financement		
		• Nombre de Membres utilisant ces méthodes	1. Fournir une assistance et des conseils techniques aux pays et territoires insulaires océaniques dotés de ports où les citernes à ballast sont nettoyées ou réparées, et élaborer un plan de gestion des sédiments pour chacun d'eux	AUXB 39 678 NZXB 19 235 Soutien au prog. 2 025		
	2. Fournir un appui et des conseils techniques à au moins 2 pays ou territoires insulaires océaniques en vue de la réalisation d'études de gestion des déchets solides visant l'amélioration de la planification					
	Sous-total – 20 082					
	Frais de personnel			Frais de fonct.	Frais d'invest	
	18 872			610	600	
	3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	• Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique	1. Création d'une base de données d'articles sur la pollution et les déchets dans le Pacifique, avec des liens sur le site du PROE	Source de financement		
AUXB 11 867 NZXB 8 215						

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US															
	3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution	<ol style="list-style-type: none">Élaboration et approbation d'indicateurs nationaux et régionaux sur la situation en matière de gestion des déchets et de la pollutionPréparation de rapports sur la situation de la région en matière de déchetsAnalyse des lacunes en matière de gestion des déchets solides	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 27 247</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest</td></tr><tr><td>25 212</td><td>1 335</td><td>700</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB NZXB</td><td colspan="2">18 207 9 040</td></tr></table>	Sous-total – 27 247			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	25 212	1 335	700	Source de financement			AUXB NZXB	18 207 9 040	
Sous-total – 27 247																			
Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest																	
25 212	1 335	700																	
Source de financement																			
AUXB NZXB	18 207 9 040																		
WMPC3 : Renforcement des capacités et conseils en matière de bonnes pratiques WMPC3.1 – Stratégie Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015																			
W3.3.1 Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution	3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux	<ol style="list-style-type: none">Fournir des conseils et un appui techniques aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la réalisation d'études biologiques de référence sur les ports à haut risqueÉlaborer une méthodologie d'autoévaluation des déficits de capacités dans les pays et territoires insulaires océaniques	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 28 693</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>25 558</td><td>2 435</td><td>700</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB NZXB</td><td colspan="2">23 760 4 933</td></tr></table>	Sous-total – 28 693			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	25 558	2 435	700	Source de financement			AUXB NZXB	23 760 4 933	
		Sous-total – 28 693																	
		Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.															
	25 558	2 435	700																
	Source de financement																		
AUXB NZXB	23 760 4 933																		
<ul style="list-style-type: none">Date de l'examen de cette analyse	<ol style="list-style-type: none">Fournir une assistance technique et un soutien pour répondre aux besoins de capacités des pays et territoires insulaires océaniques recensés dans l'évaluation des capacités nationales requises																		
3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres	<ol style="list-style-type: none">Fournir une assistance aux Palaos en vue de la ratification de la Convention de StockholmÉlaborer des matériels pédagogiques sur la gestion des déchets solidesÉlaborer un cours de formation des formateurs à la gestion des déchets à l'Université nationale des Fidji (AFD)	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 124 347</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest</td></tr><tr><td>28 372</td><td>95 275</td><td>700</td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AFD AUXB NZXB</td><td colspan="2">93 940 9 708 20 699</td></tr></table>	Sous-total – 124 347			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	28 372	95 275	700	Source de financement			AFD AUXB NZXB	93 940 9 708 20 699		
			Sous-total – 124 347																
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest														
28 372	95 275	700																	
Source de financement																			
AFD AUXB NZXB	93 940 9 708 20 699																		

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
	3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none">Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusésNombre de modèles reproduits	<ol style="list-style-type: none">Fournir une assistance technique et un soutien en actualisant et diffusant à tous les pays et territoires insulaires océaniens des informations sur les mouvements maritimes, en se concentrant sur les effets des paquebots sur les petites nations insulairesÉlaboration de protocoles de gestion des conteneurs de pesticidesDiffusion d'informations sur les meilleures pratiques de gestion des déchets électroniquesDiffusion d'informations sur les meilleures pratiques de gestion de l'amianteDiffusion d'informations sur les meilleures pratiques de gestion des déchets médicauxDiffusion d'informations sur les meilleures pratiques de gestion intégrée des déchets sur les atolls	Sous-total – 15 192		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				13 432	1 160	600
				Source de financement		
				AUXB Soutien au prog.	8 629 4 658 1 906	
	3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres	<ul style="list-style-type: none">Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux diffusées	<ol style="list-style-type: none">Fournir une assistance et un appui aux pays et territoires insulaires océaniens en vue de la mise en œuvre de cours nationaux sur les déversements d'hydrocarbures dans 3 pays ou territoires insulaires océaniensFournir une assistance aux pays et territoires insulaires océaniens en vue de la dispense d'une formation nationale sur la gestion des déchets solides et dangereux	Sous-total – 89 125		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				14 765	73 760	600
				Source de financement		
				AUXB OMI NZXB	28 367 56 650 4 108	
W3.3.2 Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir aux sources de pollution marine causées par les navires et pour les éviter	3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	<ul style="list-style-type: none">Objectifs du PACPOL atteints à la fin de l'analyse de la stratégie		Sous-total – 1 906		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				1 906	0	0
				Source de financement		
				Soutien au prog.	1 906	

TOTAL PRIORITÉ 3	Frais de personnel	343 904 \$
	Frais de fonctionnement	464 785 \$
	Frais d'investissement	7 850 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>816 539 \$</u>

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	213 140
	NZXB	118 854
	Soutien au prog.	11 910
Frais de fonctionnement :	AFD	196 240
	AUXB	45 320
	Japon	89 650
	NZXB	15 209
	Parties à la Convention	79 176
	Taiwan-République de Chine	21 700
	PNUE	15 840
	À identifier	1 650
Frais d'investissement :	AUXB	7 150
	NZXB	700
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	814 889	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	1 650	

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES | 2012

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

OBJECTIF : D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

Contexte stratégique

La surveillance et la gouvernance environnementales, qui dépendaient précédemment du programme Avenirs océaniques, représentent une priorité stratégique indépendante à laquelle contribuent des postes de l'ancien programme Écosystèmes insulaires ainsi que de nouveaux postes dont le financement reste à identifier. Ce nouveau programme reflète son rôle intersectoriel en fournissant un environnement propice à la réalisation des objectifs des autres priorités stratégiques.

Ses deux principaux domaines d'intervention sont la surveillance et la gouvernance, comme l'indique son titre. La surveillance a pour objet de renforcer un domaine d'intervention critique mais relativement sous-développé, à savoir la collecte de données de référence permettant de rendre compte des changements imputables aux phénomènes naturels ou au développement. Ces informations serviront de référence aux « rapports sur l'état de l'environnement » des pays et de la région. Elles permettront aux planificateurs de prendre de meilleures décisions en vue de la réalisation du développement durable dans leur pays et la région.

La gouvernance aura pour objet de renforcer les rôles des institutions et les processus politiques et juridiques dans la perspective d'un développement durable. Le leadership environnemental, le renforcement des capacités, l'élaboration de politiques et de lois, les possibilités de financement, l'intégration des thématiques environnementales, l'évaluation de l'impact sur l'environnement et la bonne application des lois sont autant de domaines de travail relevant de ce programme.

Objectifs pour 2012

En 2012, le programme Surveillance et gouvernance environnementales entamera la mise en place d'un solide programme de surveillance, aidera les pays à formuler des cadres politiques et fournira un appui continu à la mise en œuvre des AME, en particulier par le biais du projet de renforcement des capacités sur les AME financé par la CE.

Les activités suivantes sont également prévues :

- appui continu aux projets régionaux financés par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEF-PAS)
- élaboration de directives sur l'administration des EIE
- examen des SNDD
- examen de la législation environnementale
- formulation de politiques et de plans intégrés sur l'environnement
- assistance à l'élaboration des positions nationales et régionales pour Rio + 20
- assistance à l'intégration des AME dans la planification environnementale nationale
- organisation d'activités de formation sur l'intégration des EEI et la planification de la révision des rapports sur l'état de l'environnement

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette priorité stratégique :

Clark PETERU	Conseiller juridique
Gillian KEY	Conseillère en développement des capacités
Sefanaia NAWADRA	Conseiller en développement durable
Tepa SUAESI	Spécialiste de la planification écologique
Paul ANDERSON	Spécialiste de la surveillance de l'environnement
<i>Vacant</i>	<i>Directeur</i>
<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en surveillance et planification environnementales</i>
<i>Vacant</i>	<i>Conseiller chargé de l'assistance du FEM</i>
Theresa FRUEAN	Secrétaire du directeur/Assistante de programme

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
EMG1 Cadres propices EMG1.1 STRATÉGIE : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes						
E4.1.1 Adoption et utilisation formalisée des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations intégrées de l'environnement en tant qu'importants outils de planification dans tous les pays	4.1.1.1 D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement	1. Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement) élaborés	1. Élaboration de modèles de cadres réglementaires 2. Élaboration de directives sur l'administration des EIE intégrant les AME et les exigences des Cadres d'action nationaux sur l'environnement dans 2 pays et comprenant un examen des systèmes d'EIE, des conseils sur les systèmes de renforcement des EIE et la dispense de la formation requise	Sous-total – 72 454		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				50 454	22 000	0
				Source de financement		
	AUXB NZXB Soutien au prog. PNUE À identifier		10 907 51 880 2 367 6 300 1 000			
	4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques	• Nombre de Membres ayant instauré des cadres réglementaires intégrés basés sur les modèles océaniques	1. Conseils techniques et assistance en vue de la mise en œuvre des cadres réglementaires 2. Conseils techniques et assistance en vue de l'examen des SNDD de 2 pays	Sous-total – 5 830		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
		5 830		0	0	
		Source de financement				
	NZXB		5 830			
4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés	• Analyse des besoins réalisée	1. Formulation de politiques et de plans intégrés sur l'environnement pour 2 pays (s'inscrit dans le cadre de EMG 2.1.1).	Sous-total – 58 565			
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
			25 015	33 050	500	
			Source de financement			
AUXB Japon Soutien au prog. À identifier		33 648 22 050 2 367 500				

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
STRATÉGIE EMG1.2 : Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets						
E4.1.2 Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations majeures découlant des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales	4.1.2.1 D'ici 2015, actualisation et publication des examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 1990	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation sur l'environnement	<ol style="list-style-type: none">Examen de la législation environnementale dans 1 paysRecensement des déficits de capacités et des besoins	Sous-total – 27 389		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				17 489	9 900	0
				Source de financement		
	NZXB		27 389			
	4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (par ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation)	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AMENombre de Membres dont des fonctionnaires sont formés à l'application des dispositions des AME	<ol style="list-style-type: none">Consulter les agents concernés et les correspondants désignés pour les AMEFormation nationale en négociation dispensée dans 3 pays insulaires océaniques : Tuvalu, Nauru, Tonga, Palaos, EFM et Fidji	Sous-total – 113 166		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				55 848	57 318	0
				Source de financement		
	AUXB		21 814			
Soutien au prog.		2 209				
NZXB		31 825				
FEM – PNUE		52 107				
À identifier		5 211				
4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels	<ul style="list-style-type: none">Nombre de propositions soumises par des pays océaniques ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance	<ol style="list-style-type: none">Aider les pays à élaborer des positions nationales et régionales pour Rio + 20	Sous-total – 111 872			
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
			92 622	18 750	500	
			Source de financement			
AUXB		28 648				
AUXXB		67 765				
Japon		13 250				
Soutien au prog.		2 209				

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
EMG2 STRATÉGIE EMG 2.1 : Intégration Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire						
E4.2.1 Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale	4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq Membres insulaires participent à la planification environnementale nationale	• Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale	1. Aider 7 pays ou territoires insulaires océaniques à intégrer les AME dans la planification environnementale nationale	Sous-total – 387 872		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				169 676	217 696	500
				Source de financement		
	AUXB		117 471			
	Soutien au prog.		10 990			
	NZXB		64 865			
	FEM – PNUE		176 860			
	À identifier		17 686			
	4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrées dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres	• Nombre de Membres intégrant dans leurs politiques et stratégies nationales les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales	2. Réalisé dans le cadre de l'assistance fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'intégration des AME dans la planification environnementale nationale (EMG 2.1.1) 3. Aider le PIFS à renforcer le suivi régional des indicateurs sur les OMD	Sous-total – 95 031		
Frais de personnel				Frais de fonct.	Frais d'invest.	
36 181				58 350	500	
Source de financement						
AUXB		37 822				
Japon		55 000				
Soutien au prog.		2 209				
4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	• Preuves que les questions touchant à la condition féminine sont prises en compte dans les activités de planification environnementale	1. Réalisé dans le cadre de l'assistance fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'intégration des AME dans la planification environnementale nationale (EMG 2.1.1)	Sous-total – 0			
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
			0	0	0	
			Source de financement			

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US			
EMG3 : STRATÉGIE EMG 3.1 : Renforcement des capacités Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement							
E4.3.1 Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement	4.3.1.1 D'ici 2015, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none">Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale	1. Élaboration et approbation par les Membres d'un Programme régional de surveillance environnementale	Sous-total – 19 497			
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
				19 497	0	0	
	Source de financement						
	NZXB Soutien au prog.				8 507 10 990		
	4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant exécuté un programme de formation à la surveillance environnementale	1. Activités en 2013-2015	Sous-total – 0			
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
				0	0	0	
	Source de financement						
4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none">Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau	1. Activités en 2013-2015	Sous-total – 0				
			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.		
			0	0	0		
Source de financement							
E.4.3.2 Capacités nationales de mise en œuvre des cadres directeurs et de la législation renforcées	4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés	<ul style="list-style-type: none">Proportion des déficits de capacités comblés	1. Voir EMG1.2.2.	Sous-total – 0			
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
				0	0	0	
				Source de financement			

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
EMG4. Suivi et établissement de rapports						
STRATÉGIE EMG4.1 : Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement						
E4.4.1 Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions	4.4.1.1 D'ici 2015, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	<ul style="list-style-type: none">Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement	1. Élaborer des indicateurs régionaux et un cadre pour le programme de surveillance de l'environnement (s'inscrit dans le cadre des activités de EMG 3.1.1)	Sous-total – 0		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				0	0	0
				Source de financement		
	4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015	<ul style="list-style-type: none">Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux	1. Promotion des indicateurs environnementaux régionaux (s'inscrit également dans le cadre des activités de EMG 3.1.1)	Sous-total – 0		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				0	0	0
				Source de financement		
	4.4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement	1. Activités en 2013-2015	Sous-total – 0		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
		<ul style="list-style-type: none">État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement	1. Activités en 2013-2015	0 0 0		
				Source de financement		
4.4.1.4 D'ici 2015, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">État de la mise en place des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux	1. Activités en 2013-2015	Sous-total – 0			
			Frais de fonct.	Frais de fonct.	Frais d'invest.	
			0	0	0	
			Source de financement			

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
	4.4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres disposant de procédures de gestion des données	1. Activités en 2013-2015	Sous-total – 0		
				Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest
				0	0	0
				Source de financement		
	4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement	1. Organiser des cours de formation sur l'intégration des EEI et la planification de la révision des rapports sur l'état de l'environnement dans 7 pays ou territoires insulaires océaniques et fournir des conseils techniques pour appuyer la révision de ces rapports prévue pour 2009-2011 (s'inscrit dans le cadre des activités d'intégration de EMG 2.1.1)	Sous-total – 0		
Frais de personnel				Frais de fonct.	Frais d'invest.	
0				0	0	
Source de financement						

TOTAL PRIORITÉ 4	Frais de personnel	472 612 \$
	Frais de fonctionnement	417 064 \$
	Frais d'investissement	2 000 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>891 675 \$</u>

Priorité 4 – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES | 2012

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	222 310
	AUXXB	67 765
	NZXB	149 195
	Soutien au prog.	33 342
Frais de fonctionnement :	AUXB	26 000
	Japon	35 300
	NZXB	41 100
	NZXXB	55 000
	FEM – PNUE	235 267
	À identifier	24 397
Frais d'investissement :	AUXB	2 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	867 279	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	24 396	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

Objectif : Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres

Contexte stratégique

Le bon respect des nouvelles priorités stratégiques du PROE dépendra en grande partie en 2012 du leadership et de la clairvoyance de la direction et des services d'appui associés du Secrétariat. Ces services couvrent la formulation et la planification des politiques, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information, la communication, les publications, ainsi que les services d'éducation et d'information.

Une nouvelle structure sera adoptée en 2012 pour appuyer les nouveaux domaines prioritaires : changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, et surveillance et gouvernance environnementales.

Les nouveaux systèmes institutionnels et les nouvelles politiques découlant du processus de gestion du changement mené ces deux dernières années continueront d'être consolidés et mis en œuvre dans le cadre des opérations courantes du Secrétariat.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux :

David SHEPPARD	Directeur
Kosi M. G. LATU	Directeur adjoint
Rosanna GALUVAO Ah-CHING	Assistante personnelle du directeur
Apiseta ETI	Assistante personnelle du directeur adjoint
Vacant	Directeur administratif
Non financé	Planificateur attaché de liaison avec les donateurs
Non financé	Responsable du développement et de la qualité de l'Organisation

Kapeni MATATIA

Christian SLAVEN
Nanette WOONTON
Epeli TAGI

Billy CHAN TING
Vacant

Miraneta WILLIAMS
Alofa TU'UUAU
Makereta KAURASI-MANUELI
Maraea SLADE-POGI
Ioane IOSEFO
Leilani CHAN TUNG
Vacant
Simeamativa LEOTA-VAAL
Petaia I'AMAFANA
Luana CHAN
Pauline FRUEAN
Lupe SILULU
Helen TUILAGI-AH KUOI
Monica TUPAI
Faamanatu SITITI
Tologauvale LEAULA
Amosa TO'OTO'O
Vacant
Vacant
Silupe GAFA

Directeur des technologies de l'information et de la communication (TIC)
Administrateur systèmes et bases de données
Chargée de l'information et des publications
Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques
Spécialiste du développement d'applications web
Responsable du Centre d'information et de documentation
Bibliothécaire adjointe
Directrice financière
Comptable de projet
Agente comptable
Chargée des finances
Chargée des finances
Chargé des finances
Agente administrative principale
Responsable des biens immobiliers
Administrateur du personnel
Chargée des conférences et des voyages
Responsable du service du courrier et des archives
Assistante – Gestion des documents
Réceptionniste
Chauffeur/commis
Préposé au nettoyage et au thé/employé de bureau
Préposé au nettoyage et au thé
Préposé au nettoyage
Agent de maintenance
Jardinier paysagiste

Priorité 5 – Services généraux | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US									
Volet : 5.1 – Direction générale													
CS1.1 – Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services													
C5.1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015	5.1.1.1 Évaluer l'efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015	<ul style="list-style-type: none">Secrétariat disposant des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015	1. Accords de financement convenus entre les partenaires, les donateurs et le Secrétariat 2. Principaux postes du Secrétariat pourvus	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 748 358</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>493 898</td><td>251 460</td><td>3 000</td></tr></table>	Sous-total – 748 358			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	493 898	251 460	3 000
	Sous-total – 748 358												
	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.										
	493 898	251 460	3 000										
5.1.2.1 Veiller à la planification et à l'organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable	<ul style="list-style-type: none">Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer	1. Fournir des conseils stratégiques et diffuser les documents de travail aux Membres	<table><tr><td colspan="2">Source de financement</td></tr><tr><td>Budget de base NZXB</td><td>719 210 29 148</td></tr></table>	Source de financement		Budget de base NZXB	719 210 29 148						
Source de financement													
Budget de base NZXB	719 210 29 148												
5.1.3.1 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres	<ul style="list-style-type: none">Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes	1. Consultation régulière des Membres dans le cadre de missions de la direction et de réunions sur les besoins prioritaires											
Volet : 5.2 – Information et communication													
Sous-élément : 52.1 – Technologies de l'information et télécommunications													
C5.2.1a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux	5.2.1.1 Gestion des bases de données de l'Organisation et des programmes	<ul style="list-style-type: none">Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable.	1. Développement d'interfaces Web pour les principales bases de données de l'Organisation 2. Refonte de l'Intranet 3. Amélioration du site web dans le prolongement des activités réalisées en 2011	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 815 185</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest</td></tr><tr><td>657 185</td><td>146 400</td><td>11 600</td></tr></table>	Sous-total – 815 185			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest	657 185	146 400	11 600
	Sous-total – 815 185												
	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest										
	657 185	146 400	11 600										
5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat	<ul style="list-style-type: none">TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable.Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat.	1. Conversion du réseau local à IPV6 2. Formation du personnel	<table><tr><td>Budget de base Soutien au prog.</td><td>385 640 429 545</td></tr></table>	Budget de base Soutien au prog.	385 640 429 545								
Budget de base Soutien au prog.	385 640 429 545												
5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC	<ul style="list-style-type: none">Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique.	1. Mise à niveau du principal système APS d'alimentation non interruptible pour fournir une alimentation de plus longue durée sous une charge normale en cas de coupure d'électricité											

Priorité 5 – Services généraux | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US
Volet : 5.2 – Information et communication Sous-volet : 5.2.2 – Unité de documentation et d'information				
C5.2.2a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux	5.2.2.1 Systèmes d'archivage développés et mis à jour	<ul style="list-style-type: none"> Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide. 	1. Envisager de remplacer le système d'archivage actuel par le logiciel <i>Greenstone Digital Library</i> à code source ouvert Numérisation du reste des documents et de la correspondance du PROE, la priorité étant accordée aux lettres d'accord, mémorandums d'entente, etc.	
	5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	1. Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région. 2. Envisager de remplacer le logiciel actuel de gestion bibliothécaire DBTEXT par le système de base de données Koha (à code source ouvert) en intégrant la nouvelle infrastructure Internet pour maximiser l'accès aux documents sur l'environnement Recenser les documents pertinents, les cataloguer et les saisir dans la base de données de la bibliothèque. Développer le site web de la bibliothèque du PROE pour améliorer l'accès aux données actuelles et historiques sur l'environnement océanien. 3. Préparer une brochure d'information sur la bibliothèque et mettre régulièrement à jour la base de données de publications en ligne 4. Acquérir des documents sur supports papier et électronique pour répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région.	
	5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuelles Services de courrier et d'archivage fournis 	1. Évaluer et améliorer les systèmes de gestion des dossiers 2. Fournir des services de gestion des dossiers fiables au Secrétariat	

Priorité 5 – Services généraux | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US
Volet : 5.2 – Information et communication				
Sous-volet : 5.2.3 – Communication, publications et éducation				
C5.2.3a Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées	5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pays dotés de stratégies de communication • Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE • Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaborer des stratégies de communication sur l'environnement dans deux pays 2. Fournir une assistance à l'échelon national en vue de l'élaboration de matériels pédagogiques 3. Actualiser le catalogue des matériels pédagogiques sur l'environnement 4. Réaliser une étude sur les connaissances, la sensibilisation et les perceptions relatives à l'éducation au changement climatique dans la région 5. Mise en place de directives de communication et d'éducation pour le Secrétariat 	
	5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués • Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recenser les thématiques devant être spécifiquement ciblées par les communications scientifiques 2. Élaborer des produits appropriés de communication, y compris avec les médias 3. Réaliser des études de référence en matière de sensibilisation (voir 5.4.1) 	
	5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Initiative PEEL en place • Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau • Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du PEEL 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recruter un coordinateur du PEEL (stagiaire) 2. Élaborer des propositions avec les bénéficiaires du PEEL en vue de leur financement 3. Mettre en place le système d'encadrement du PEEL 	
	5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles • Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Produire un module de formation journalistique sur une thématique environnementale spécifique 2. Lancer le prix des médias « Vision Pasifika » pour inciter les reporters océaniques à couvrir les thématiques environnementales 3. Participation de l'équipe médiatique Pasifika à 2 réunions régionales ou internationales en vue de la diffusion de bulletins quotidiens 4. Élaboration de modules d'éducation aux médias (pour les pays membres et les agents techniques du PROE) 5. Activités nationales d'éducation aux médias menées dans au moins deux pays membres 6. Stratégies de la campagne « Pacific Voyage » préparées pour les réunions régionales ou internationales sur l'environnement afin d'attirer l'attention sur le Pacifique en adoptant une position unique 	

Priorité 5 – Services généraux | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US
	5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias	<ul style="list-style-type: none"> Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés Au moins une activité/manifestation médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail 	<ol style="list-style-type: none"> Guide de rédaction du PROE actualisé et utilisé par le personnel et les consultants en vue de la production de fiches d'information, de rapports, de brochures, d'études de cas et de produits audiovisuels pour diverses manifestations nationales, régionales et internationales Rapport annuel du PROE 2011 publié et diffusé Plan pour le Pacifique du PROE publié et diffusé Manifestations (séminaires/ateliers) organisées pour attirer l'attention des médias sur le PROE et son travail 	
	5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension	<ul style="list-style-type: none"> Production de documents dans le but d'aider les médias océaniens à diffuser des informations factuelles Formation proposée aux médias océaniens pour renforcer la couverture des thématiques environnementales 	<ol style="list-style-type: none"> Publications destinées aux médias régionaux Production d'un module de formation journalistique sur une thématique environnementale spécifique Lancer le prix des médias « Vision Pasifika » pour inciter les reporters océaniens à couvrir les thématiques environnementales 	
	5.2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les volets de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias	<ul style="list-style-type: none"> Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux 	<ol style="list-style-type: none"> Module d'éducation aux médias préparé pour les ateliers du PROE Documents imprimés en vue de leur distribution lors des ateliers du PROE Activités nationales d'éducation aux médias menées dans au moins deux pays membres 	

Priorité 5 – Services généraux | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US									
	5.2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none">Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnementÉlaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniens lors de certaines réunions régionales et internationales	<ol style="list-style-type: none">Participation de l'équipe médiatique Pasifika à 2 réunions régionales ou internationales pour fournir des bulletins quotidiens pendant toute la durée de la manifestationStratégies de la campagne « Pacific Voyage » préparées pour les réunions régionales ou internationales sur l'environnement afin d'attirer l'attention sur le Pacifique en adoptant une position unique										
	5.2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international	<ul style="list-style-type: none">Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE en matière d'impact et d'identité dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROESite web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE	<ol style="list-style-type: none">Bannières et matériels promotionnels et audiovisuels produitsCoordination ou rôle moteur assumés par le PROE dans le cadre d'au moins 2 manifestations/activités visant à promouvoir l'Organisation, le Pacifique et les travaux entrepris pour protéger l'environnement océanienSite web du PROE actualisé toutes les semaines et contenu conforme aux normes de qualité de l'Organisation										
	5.2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE	<ul style="list-style-type: none">Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE	<ol style="list-style-type: none">Rapport annuel du PROE 2011 publié et diffuséPlan pour le Pacifique du PROE publié et diffuséPlan stratégique du PROE distribuéFiches d'information, rapports, brochures, études de cas et matériels audiovisuels produitsDistribution à tous les agents du PROE du guide de rédaction CPS/PROE										
Volet : 5.3 – Finances													
C5.3.1 Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns	5.3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	<ul style="list-style-type: none">États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	1. Préparer les rapports financiers annuels en temps voulu et obtenir l'approbation sans réserve des commissaires aux comptes	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 628 670</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonct.</td><td>Frais d'invest.</td></tr><tr><td>391 170</td><td>80 000</td><td>157 500</td></tr></table>	Sous-total – 628 670			Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.	391 170	80 000	157 500
	Sous-total – 628 670												
	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.										
391 170	80 000	157 500											
5.3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	<ul style="list-style-type: none">Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	1. Fournir en temps voulu des rapports financiers et de vérification des comptes fiables à la demande des auditeurs	<table><tr><td colspan="2">Source de financement</td></tr><tr><td>Budget de base Soutien au prog.</td><td>487 520 141 150</td></tr></table>	Source de financement		Budget de base Soutien au prog.	487 520 141 150						
Source de financement													
Budget de base Soutien au prog.	487 520 141 150												

Priorité 5 – Services généraux | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US		
	5.3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes	<ul style="list-style-type: none">Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	<ol style="list-style-type: none">Préparer les rapports financiers et budgétaires mensuels requis par la direction et les chargés de projet.Fournir des services financiers professionnels			
	5.3.1.4 Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers	<ul style="list-style-type: none">Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour.	<ol style="list-style-type: none">Réviser et améliorer les systèmes et procédures comptablesRéviser et actualiser les procédures et règlements financiers pour répondre aux exigences des donateursRecenser, évaluer et réviser les procédures et risques financiers et apporter les améliorations nécessaires pour minimiser les risquesRéviser et améliorer les politiques et procédures en matière d'achatsGérer le placement des réserves et excédents du PROE			
Volet : 5.4 – Gestion et administration des ressources humaines						
C5.4.1 Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion et de l'administration des ressources humaines	5.4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Conseils stratégiques fournis en matière de gestion et d'administration des ressources humaines	1. Fournir des conseils réguliers et actualisés à la direction sur les questions de gestion des ressources humaines	Sous-total – 796 150		
	5.4.2.1 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jourPolitiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles<ol style="list-style-type: none">Recrutement et sélectionRémunérationMaintien en fonctionInitiationConditions d'emploiHygiène et sécurité du travailRelations du travailAnalyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l'Organisation	<ol style="list-style-type: none">Examiner le règlement du personnel et conseiller le sous-comité de la Conférence du PROE chargé de la révision de ce règlementRéviser et actualiser les politiques et procédures de gestion des ressources humaines et élaborer les politiques nécessaires pour refléter les meilleures pratiques actuellesParticiper aux travaux du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation<ol style="list-style-type: none">Examen triennal des traitements des cadres professionnels (2012)Examen annuel des données de marchéMise en œuvre des systèmes d'information sur les ressources humainesPoursuite de la mise en œuvre du plan de travail du groupe de travail sur l'harmonisation et recommandation et adoption de modifications en fonction des besoins du PROEDescriptions de poste actualisées de sorte à refléter la structure de l'Organisation et les fonctions associées	Frais de personnel	Frais de fonct.	Frais d'invest.
				229 450	427 700	139 000
				Source de financement		
				Budget de base Soutien au prog.	748 470 47 680	

Priorité 5 – Services généraux | 2012

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires \$US
	5.4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels et formation et perfectionnement	<ul style="list-style-type: none"> Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération Plans de formation et de perfectionnement pris en compte 	<ol style="list-style-type: none"> Évaluer le nouveau Système d'amélioration des résultats personnels et recenser les domaines pouvant être améliorés Recenser les possibilités de formation et de perfectionnement conformément aux plans associés dans l'optique du perfectionnement professionnel et du renforcement des capacités 	
	5.4.4.1 Gestion et administration des biens	<ul style="list-style-type: none"> Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés 	<ol style="list-style-type: none"> Élaborer et actualiser les systèmes et processus administratifs pertinents, y compris en matière de gestion des biens et du courrier et des archives Veiller à ce que tous les biens du Secrétariat soient dûment entretenus, assurés et protégés Fournir des services d'appui administratif au Secrétariat et procéder à leur examen si nécessaire 	

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	BUDGET DE BASE	1 124 180
	Soutien au prog. NZXB	618 374
		29 148
Frais de fonctionnement :	Budget de base	905 560
Frais d'investissement :	Budget de base	311 100
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	2 988 362	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER		

**BUDGET DES SERVICES ADMINISTRATIFS
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2012**

Honoraires des commissaires aux comptes		30,000
Frais bancaires		4,000
Acquisitions de capital		
- Matériel de bureau	13,000	
- Matériel informatique	21,100	
- Équipement	57,000	
- Finance et système d'information sur les ressources humaines	220,000	
- Remplacement des véhicules automobiles	<u>0</u>	311,100
Frais de communication		43,300
Consultants		34,000
Électricité		120,000
Pertes de change		15,000
Location de matériel		1,000
Assurance		93,700
Déplacements officiels		
- Vols	55,500	
- Indemnités journalières	<u>47,000</u>	102,500
Dépenses diverses		11,200
Véhicules automobiles		10,000
Fournitures de bureau		9,400
Réceptions officielles		10,000
Affranchissement et frais de port		11,000
Impression et publications		46,260
Réparations et entretien		
- Bâtiments	40,000	
- Mobilier et matériel de bureau	2,000	
- Entretien des espaces extérieurs	8,000	
- Autre	<u>3,000</u>	53,000
Équipement de sécurité		1,000
Sécurité		27,000
Logiciels		25,800
Conférence du PROE		
- Vols	20,000	
- Indemnités journalières	17,000	
- Traduction et interprétation	105,000	
- Autres dépenses	<u>18,000</u>	160,000
Avantages sociaux		4,600
Perfectionnement du personnel		50,000
Fournitures de bureau		7,300
Cotisations/redevances de licences		15,500
Traduction et interprétation		<u>20,000</u>
Total frais de fonctionnement et d'investissement		<u>\$1,216,660</u>

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2012 - Par résultat
CHANGEMENT CLIMATIQUE

	1.1.1.1	1.1.1.2	1.1.2.1	1.1.3.1	1.2.1.1	1.2.1.2	1.2.1.3	1.2.1.4	1.2.2.1	1.2.3.1	1.2.3.2	1.3.1.1	1.3.2.1	1.3.3.1	1.3.4.1	2012
	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PRÉVISIONNEL
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE																
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur du programme Avenirs océaniques	10,725	10,725	10,725	10,725	10,725	10,725	10,725	10,725	10,725	10,725	9,193	9,193	9,193	9,193	9,193	153,220
Responsable du PIGGAREP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,789	61,523	8,789	8,789	87,890
Spécialiste de l'atténuation du changement clim.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,051	40,170	16,068	12,051	80,340
Spécialiste de l'adaptation au changement clim.	23,079	15,386	3,847	7,693	-	3,847	-	-	-	23,079	-	-	-	-	-	76,930
Conseiller en changement climatique	8,643	8,643	8,643	8,643	8,643	8,643	8,643	8,643	8,643	8,643	7,408	7,408	7,408	7,408	7,408	123,470
Conseiller en gestion des connaissances	-	-	-	-	-	76,790	-	-	-	-	-	-	-	-	-	76,790
Conseiller en éduc. et communication sociale	-	-	-	-	-	10,297	-	-	10,297	-	-	-	-	-	-	20,594
Attaché de relations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	8,781	-	-	-	-	-	-	8,781
Spécialiste de la pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable du PACC	51,480	51,480	25,740	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	128,700
Chargé de projet – PACC	20,895	24,378	24,378	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69,650
Stagiaire en communication – PACC	7,062	8,239	8,239	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23,540
Coordinateur du SMOC-IP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coordinateur du SMOC-IP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66,790	-	-	-	-	66,790
Conseiller en météorologie/climatologie	-	-	-	-	-	-	70,875	23,625	-	-	-	-	-	-	-	94,500
Secrétaire du programme Avenirs océaniques	1,472	-	1,472	1,472	1,472	1,308	-	1,308	1,308	-	1,308	1,308	1,308	1,308	1,308	16,350
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	123,356	118,851	83,043	28,533	20,840	111,610	90,243	44,301	39,754	42,447	84,699	38,749	119,602	42,766	38,749	1,027,545
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	15,130	129,085	21,434	1,400	380	11,896	40,236	24,170	380	2,300	380	13,946	29,200	13,285	67,485	370,707
Frais généraux	8,600	2,100	1,000	600	400	10,100	12,300	16,300	400	600	400	1,250	3,250	1,250	3,250	61,800
Consultants	-	-	-	-	-	19,000	-	15,000	-	-	-	-	-	-	-	500,000
Réunions/Conférences	3,400	98,650	6,400	13,400	3,400	35,246	103,400	103,400	3,400	22,400	3,400	18,400	18,400	18,400	18,400	634,000
Formation - États et territoires océaniques	-	23,000	6,000	-	-	41,117	64,493	49,300	-	-	-	-	-	-	-	470,096
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	54,571	10,000	-	-	-	-	-	-	-	183,910
Assistance dans les pays	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64,571
Manifestations spéciales	-	15,000	500	-	-	5,000	166,000	41,000	-	-	-	118,112	168,646	111,500	150,000	150,000
Financements de projets versés aux pays	230,000	2,000,000	337,727	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	627,258
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	257,130	2,267,835	373,061	15,400	4,180	122,359	441,000	259,170	4,180	25,300	4,180	151,708	319,496	144,435	740,635	5,130,069
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	6,500	10,000	1,000	-	-	3,000	500	4,500	-	-	-	600	600	600	600	27,900
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	6,500	10,000	1,000	-	-	3,000	500	4,500	-	-	-	600	600	600	600	27,900
TOTAL GENERAL	386,986	2,396,686	457,103	43,933	25,020	236,969	531,744	307,971	43,934	67,747	88,879	191,058	439,698	187,801	779,984	6,185,514

Cibles

- 1.1.1.1 Intégration de l'adaptation au changement climatique, y compris des approches écosystémiques, et de la réduction des risques dans les stratégies de développement durable
- 1.1.1.2 Les enseignements des efforts d'adaptation, y compris ceux déployés dans le cadre du PACC, auront été documentés dans au moins cinq pays participant à ce projet
- 1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés
- 1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre
- 1.2.1.1 Au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et pourront utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes lors de l'élaboration de politiques
- 1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication
- 1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux
- 1.2.1.4 Au moins 14 SMN auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanique et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles
- 1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique
- 1.2.3.1 D'ici 2015, participation efficace de tous les Membres aux principales négociations internationales sur le changement climatique
- 1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- 1.3.1.1 Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés
- 1.3.2.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région
- 1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques
- 1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2012 - Par résultat
Diversité biologique

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE

I. FRAIS DE PERSONNEL

Directeur - Écosystème insulaires
Conseiller en biodiversité
Spécialiste des espèces envahissantes
Conseiller en gestion côtière et marine
Spécialiste de la gestion des récifs coralliens
Conseiller en éducation et communication
Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres
Responsable du Centre d'information et de documentation
Attaché de relations publiques
Spécialiste des espèces marines
Spécialiste de la conservation du milieu marin
Chargé du PILN
Coordinateur du projet du FEM sur les espèces envahissantes
Responsable adjoint de la base de données sur les tortues
Responsable Ramsar
Secrétaire - Écosystèmes insulaires
Chargé de projet - CMS

TOTAL FRAIS DE PERSONNEL

II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Dépenses d'administration
Frais généraux
Consultants
Réunions/Conférences
Formation - États et territoires océaniques
Détachements - Pays et territoires océaniques
Assistance dans les pays
Manifestations spéciales
Financements de projets versés directement aux pays

TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

III. FRAIS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement

TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT

TOTAL GÉNÉRAL

2.1.1.1	2.1.1.2	2.1.1.3	2.1.1.4	2.1.1.5	2.1.1.6	2.1.2.1	2.1.3.1	2.1.4.1	2.1.5.1	2.2.1.1	2.2.1.2	2.2.2.1	2.2.2.2	2.2.2.3	2.2.3.1	2.2.4.1
Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget
prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel
8,567	-	8,567	-	-	-	8,567	8,567	8,567	8,567	-	8,567	8,567	-	-	8,567	8,567
23,625	37,800	-	-	-	-	18,900	9,450	4,725	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,294
-	14,841	-	14,841	-	-	14,841	-	-	14,841	-	-	14,841	14,841	9,894	-	-
5,149	5,149	5,149	-	5,149	5,149	5,149	4,119	-	3,089	5,149	-	5,149	5,149	-	-	-
15,746	39,365	-	-	-	-	7,873	7,873	7,873	-	-	-	-	-	-	-	-
4,391	4,391	-	-	4,391	4,391	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8,633	8,633	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,633	8,633	4,317	-	34,532
-	29,093	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,679
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61,370	-
-	-	-	-	41,320	41,320	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1,352	-	-	-	-	-	1,352	1,352	1,352	1,159	-	1,159	-	-	1,159	1,159	1,159
3,340	26,716	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,679	6,679	-	-	23,377
70,801	165,987	13,715	14,841	50,859	50,859	56,681	31,360	22,517	27,656	5,149	9,725	43,868	35,302	15,369	71,095	83,607
Dépenses d'administration	3,443	64,423	233	252	10,699	659	5,035	2,263	1,083	435	8,330	1,483	3,050	3,543	4,750	1,813
Frais généraux	1,325	6,670	325	520	1,725	1,825	845	625	325	845	800	2,325	1,500	1,925	500	1,625
Consultants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réunions/Conférences	32,000	94,000	2,000	2,000	12,000	3,350	9,500	12,000	10,500	3,500	2,500	11,500	8,500	13,000	4,000	4,500
Formation - États et territoires océaniques	-	-	-	-	-	1,419	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Manifestations spéciales	-	199,739	-	92,963	-	40,000	10,000	-	-	-	80,000	20,000	20,000	40,000	-	2,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	339,825	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,000
36,768	704,657	2,558	2,772	117,387	7,253	55,380	24,888	11,908	4,780	91,630	15,308	33,050	38,468	52,250	40,673	19,938
Dépenses d'investissement	1,100	4,000	-	300	-	-	-	-	-	-	1,000	500	500	-	-	-
1,100	4,000	-	-	300	-	-	-	-	-	-	1,000	500	500	-	-	-
108,669	874,644	16,273	17,613	168,546	58,112	112,061	56,248	34,424	32,435	96,779	26,033	77,418	74,269	67,619	111,768	103,544

Cibles

- 2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)
- 2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010
- 2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanique
- 2.1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique pleinement opérationnelle
- 2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar
- 2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires
- 2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres
- 2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine
- 2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME
- 2.1.5.1 Recensement du nombre d'aires écologiquement et biologiquement importantes dans le cadre de la CDB
- 2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012
- 2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente
- 2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents
- 2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces
- 2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages
- 2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDs
- 2.2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces
- 2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques
- 2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)
- 2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines
- 2.3.1.1 D'ici 2013, les priorités concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes et des mesures concertées seront prises en conséquence
- 2.3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux
- 2.3.1.3 D'ici 2015, adoption par cinq Membres insulaires de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes
- 2.3.2.1 D'ici 2015, tous les pays insulaires et territoires océaniques seront membres du PILN
- 2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place
- 2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces
- 2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés
- 2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes
- 2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5
- 2.3.6.1 D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2012 - Par résultat
Diversité biologique

2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	2012
Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	BUDGET
prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	PRÉVISIONNEL
8,567	-	-	8,567	-	-	8,567	8,567	8,567	-	7,139	-	7,139	142,780
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94,500
-	-	-	13,941	13,941	13,941	-	13,941	13,941	-	-	-	13,941	92,940
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	98,940
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	10,297	-	5,149	-	-	-	68,990
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	78,730
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	4,391	-	-	-	-	-	21,953
4,317	4,317	4,317	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86,330
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29,093
-	-	-	14,674	14,674	14,674	-	14,674	-	-	14,674	-	-	73,370
-	-	-	10,019	10,019	10,019	-	10,019	10,019	-	-	-	10,019	66,790
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61,370
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	82,640
-	-	1,159	-	1,159	-	1,159	1,159	-	1,159	-	1,159	1,159	19,310
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66,790
12,883	4,317	5,475	47,200	39,792	38,634	9,725	63,046	32,526	6,307	21,813	1,159	32,257	1,084,525
233	50	50	11,623	20,920	15,500	10,383	7,083	483	-	233	-	31,983	213,875
825	500	500	1,225	200	-	1,325	325	325	-	325	-	325	33,905
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1,500	-	-	11,500	10,000	3,000	21,500	9,500	4,500	-	1,500	-	1,500	301,850
-	-	-	-	1,000	-	-	-	-	-	-	-	-	22,419
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,000
-	-	-	103,000	198,000	152,000	81,000	61,000	-	-	-	-	318,000	1,425,702
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	339,825
2,558	550	550	127,348	230,120	170,500	114,208	77,908	5,308	-	2,058	-	351,808	2,342,576
-	-	-	500	-	-	-	-	-	-	500	-	-	8,400
-	-	-	500	-	-	-	-	-	-	500	-	-	8,400
15,441	4,867	6,025	175,048	269,912	209,134	123,933	140,954	37,834	6,307	24,371	1,159	384,065	3,435,501

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2012 - Par résultat
GESTION DES DÉCHETS

	3.1.1.1	3.1.1.2	3.1.1.3	3.1.1.4	3.1.1.5	3.2.1.1	3.2.1.2	3.2.1.3	3.3.1.1	3.3.1.2	3.3.1.3	3.3.1.4	3.3.2.1	2012
	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	BUDGET
	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	PRÉVISIONNEL
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE														
I. FRAIS DE PERSONNEL														
Directeur du Programme sur les déchets et la pollution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller en prévention de la pollution	26,303	5,261	10,521	-	10,521	15,782	5,261	10,521	5,261	5,261	5,261	5,261	-	105,210
Conseiller en éducation et communication	-	-	10,297	3,089	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13,386
Spécialiste des déchets solides	16,430	-	8,215	4,108	-	16,430	8,215	8,215	4,108	8,215	4,108	4,108	-	82,150
Conseiller juridique sur l'environnement	11,659	-	-	-	-	-	-	-	-	11,659	-	-	-	23,318
Spécialiste de la pollution marine	14,031	16,190	10,793	1,079	5,397	21,586	5,397	6,476	16,190	3,238	2,159	5,397	-	107,930
Assistante de programme	2,025	2,025	-	-	2,025	2,025	-	-	-	-	1,906	-	1,906	11,910
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	70,447	23,475	39,826	8,276	17,942	55,822	18,872	25,212	25,558	28,372	13,432	14,765	1,906	343,904
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT														
Dépenses d'administration	23,983	1,010	725	349	210	465	110	185	285	8,725	160	6,760	-	42,967
Frais généraux	500	500	1,150	500	500	1,150	500	1,150	1,150	1,150	500	500	-	9,250
Consultants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réunions/Conférences	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formation - États et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Manifestations spéciales	238,628	9,000	5,400	2,340	1,000	2,800	-	-	1,000	85,400	500	66,500	-	412,568
Financements de projets versés aux pays	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	263,111	10,510	7,275	3,189	1,710	4,415	610	1,335	2,435	95,275	1,160	73,760	-	464,785
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT														
Dépenses d'investissement	700	600	700	650	600	700	600	700	700	700	600	600	-	7,850
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	700	600	700	650	600	700	600	700	700	700	600	600	-	7,850
TOTAL GÉNÉRAL	334,258	34,585	47,801	12,115	20,252	60,937	20,082	27,247	28,693	124,347	15,192	89,125	1,906	816,539

Cibles

- 3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres
- 3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires
- 3.1.1.3 Programmes de minimisation des déchets fondés sur le refus, la réduction, la réutilisation et le recyclage lors de 5 manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements
- 3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d'ici 2014
- 3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013
- 3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six Membres insulaires
- 3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales
- 3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015
- 3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux (FAO notamment)
- 3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres
- 3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015
- 3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres
- 3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2012 - Par résultat
SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE

I. FRAIS DE PERSONNEL

Directeur du prog Surveillance et gouvernance env. -
 Conseiller en éducation et communication -
 Conseiller juridique sur l'environnement 11,659
 Conseiller en développement des capacités 10,907
 Conseiller en développement durable -
 Spécialiste de l'environnement 25,521
 Attaché de relations publiques -
 Conseiller chargé de l'assistance du FEM -
 Assistante de programme 2,367

TOTAL FRAIS DE PERSONNEL

II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Dépenses d'administration 2,000
 Frais généraux -
 Consultants -
 Réunions/Conférences 16,000
 Formation - États et territoires océaniques -
 Détachements - Pays et territoires océaniques -
 Assistance dans les pays -
 Manifestations spéciales 4,000
 Financements de projets versés aux pays -

TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

III. FRAIS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement -

TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT

TOTAL GÉNÉRAL

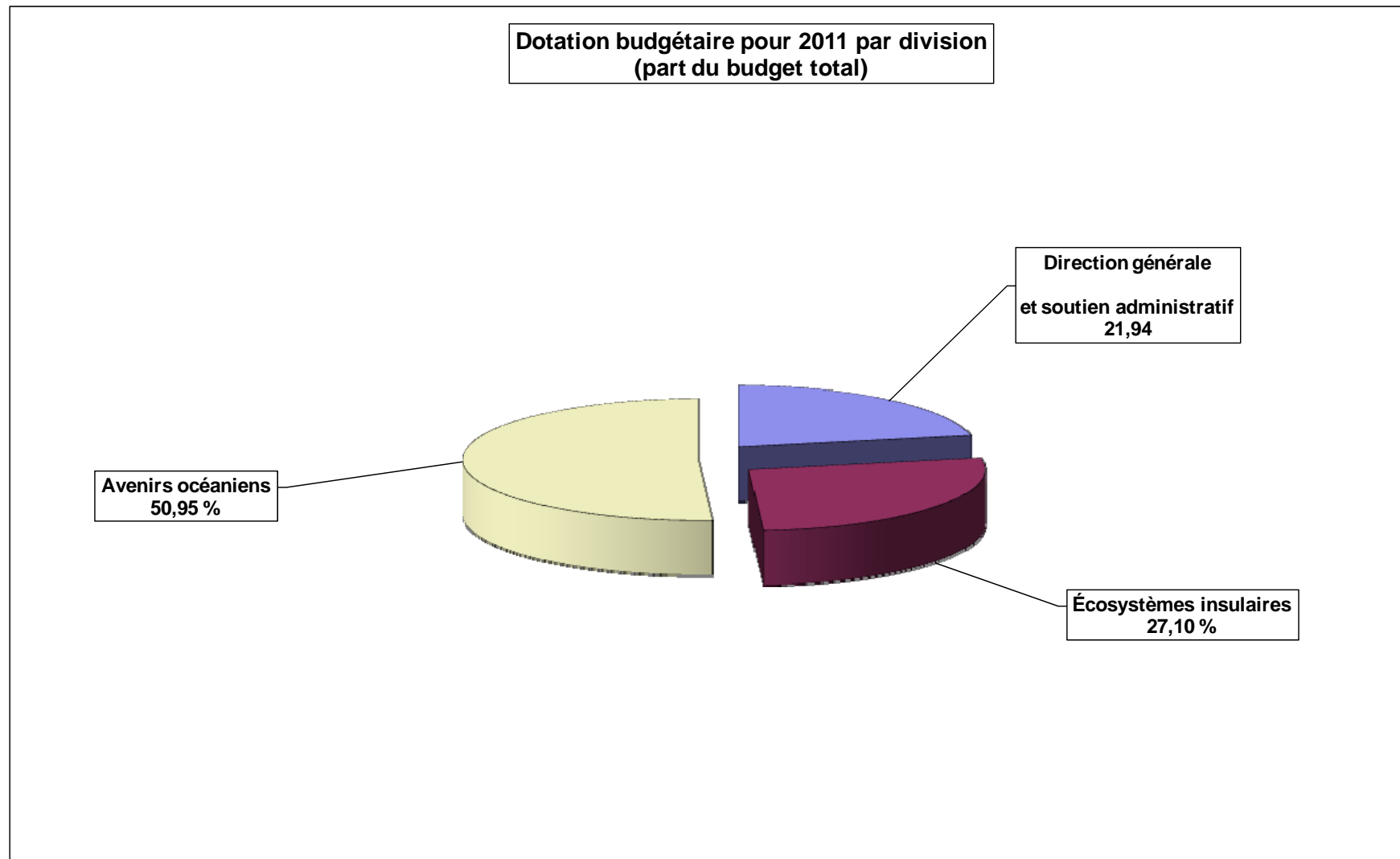
4.1.1.1	4.1.1.2	4.1.1.3	4.1.2.1	4.1.2.2	4.1.2.3	4.2.1.1	4.2.1.2	4.2.1.3	4.3.1.1	2012
Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PRÉVISIONNEL
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11,659	5,830	-	17,489	23,318	-	5,830	-	-	-	64,125
10,907	-	-	-	21,814	-	76,349	-	-	-	109,070
-	-	22,648	-	-	22,648	33,972	33,972	-	-	113,240
25,521	-	-	-	8,507	-	42,535	-	-	8,507	85,070
-	-	-	-	-	-	8,781	-	-	8,781	17,562
-	-	-	-	-	67,765	-	-	-	-	67,765
2,367	-	2,367	-	2,209	2,209	2,209	2,209	-	2,209	15,780
50,454	5,830	25,015	17,489	55,848	92,622	169,676	36,181	-	19,497	472,612
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2,000	-	3,050	900	5,211	1,750	19,836	5,350	-	-	38,097
-	-	3,000	-	-	1,000	27,000	3,000	-	-	34,000
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16,000	-	15,000	9,000	6,000	10,000	120,714	30,000	-	-	206,714
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4,000	-	12,000	-	46,107	6,000	50,146	20,000	-	-	138,253
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22,000	-	33,050	9,900	57,318	18,750	217,696	58,350	-	-	417,064
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	500	-	-	500	500	500	-	-	2,000
-	-	500	-	-	500	500	500	-	-	2,000
72,454	5,830	58,565	27,389	113,166	111,872	387,872	95,031	-	19,497	891,675

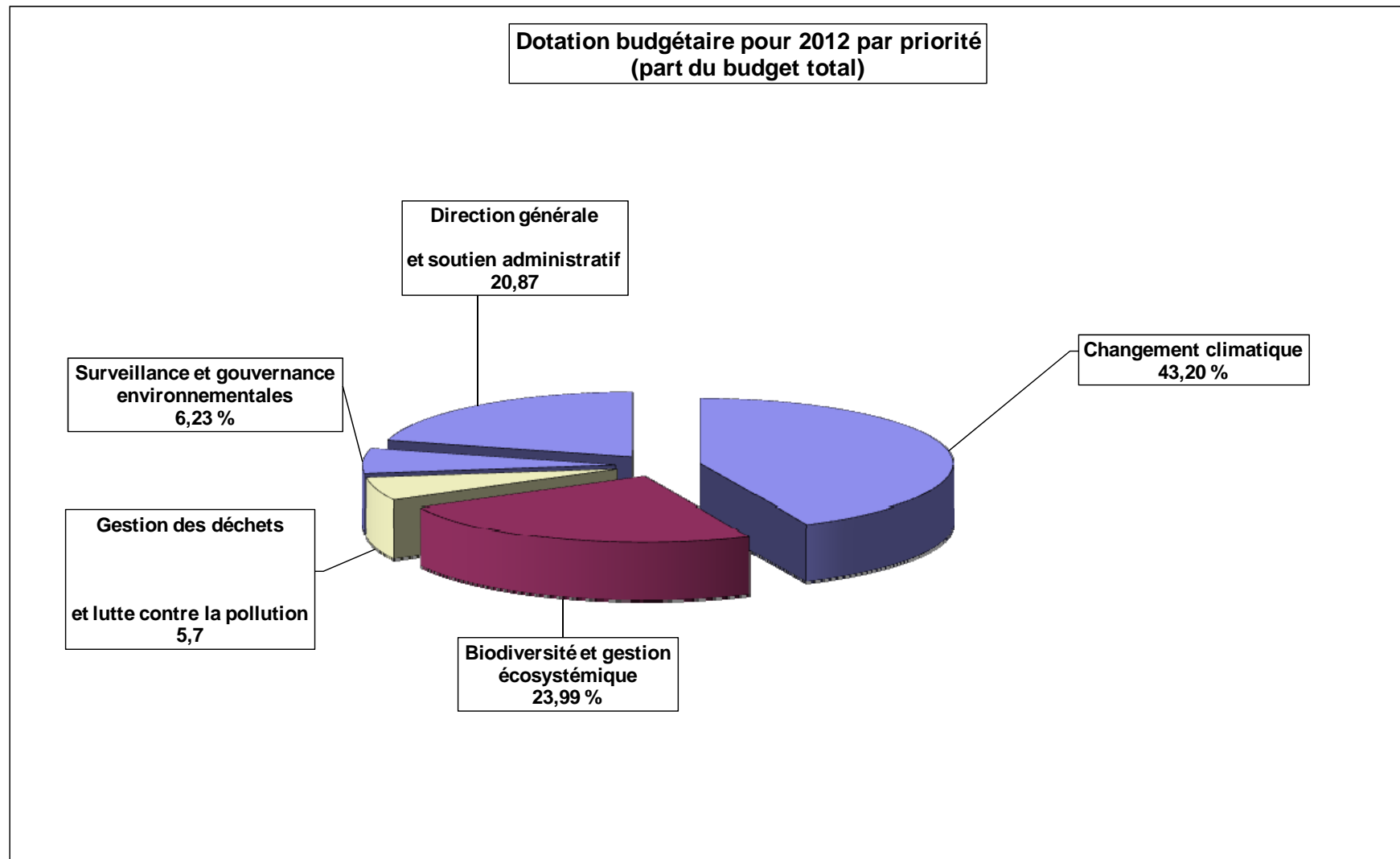
Cibles

- 4.1.1.1 D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement
- 4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq pays ou territoires insulaires océaniques de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques
- Amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires
- 4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés
- 4.1.2.1 D'ici 2012, actualisation et publication des examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 1990
- 4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement
- 4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels
- 4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq Membres insulaires participent à la planification environnementale nationale
- 4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrées dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres
- 4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale
- 4.3.1.1 D'ici 2012, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement

Résultats :

- 3.1 Direction générale
- 3.2 Information et communication
- 3.3 Finances
- 3.4 Ressources humaines et administration





Évolution du budget entre 2002 et 2012

